



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016

SOMMAIRE

Éditorial	04
OCP Policy Center en quelques mots	06
Nos champs d'intervention	08
Nos activités 2016	09
Think	09
Nos publications en chiffres	10
Les faits marquants de 2016	12
Stimulate	31
Public Policy School	32
The Young Professionals Network	36
Bridge	43
Panorama de nos évènements	44
Nos évènements les plus marquants	46
Notre équipe	62
Nos Experts	64
Liste des Publications	66

ÉDITORIAL

Initié et soutenu par le Groupe OCP via sa Fondation, dans un cadre de gouvernance qui donne toute l'autonomie et la distance requises pour les actions d'un Think Tank, OCP Policy Center a depuis sa création en 2014, posé les jalons de son activité en tant que Think Tank marocain ouvert sur le monde en s'appropriant le modèle de ce concept anglo-saxon, tout en l'adaptant aux spécificités de son environnement. C'est avec une « perspective du Sud », celle d'un pays d'Afrique à revenu intermédiaire, et une dynamique propre à lui qu'il œuvre depuis le premier jour pour améliorer la base de connaissance analytique sous-tendant les politiques publiques nationales et globales.



THINK • STIMULATE • BRIDGE

Comme tout Think Tank orienté politiques publiques, OCP Policy Center a pour vocation première de lier le monde de la recherche à la sphère décisionnelle en vue d'apporter une contribution utile à la collectivité. Il s'agit de concourir à la production des données et des analyses factuelles requises pour porter les bons jugements, prendre les meilleures dispositions possibles et élaborer des stratégies efficaces pour faire face aux grands enjeux liés à l'économie et aux relations internationales.

Pour cela, OCP Policy Center s'est constitué dès le début en plateforme de recherche appliquée indépendante, proche de la réalité des différents acteurs, animée, au côté de ses équipes internes, par un réseau de partenaires, d'experts et d'académiciens de renommée mondiale qui expriment librement leurs propres opinions à travers leurs publications ; le Think Tank ne prenant pas de positions particulières sur les sujets abordés. Cette même plateforme, OCP Policy Center l'a voulue ouverte aussi à la jeunesse et à toute personne désireuse de partager ses connaissances et d'enrichir le débat. A cet effet, OCP Policy Center agit en tant qu'animateur autour du savoir en publiant régulièrement des appels à contributions. C'est ainsi que son état d'esprit se décline pour son activité du « **Think** », dont la production est un bien public disponible pour tous.

Quant à ses actions dédiées au « **Stimulate** », OCP Policy Center fructifie l'expertise de son réseau pour développer des formations pointues en vue d'améliorer les compétences des acteurs impliqués dans le processus de développement à travers l'exercice de leurs

fonctions au sein des institutions publiques et privées. Dans cette optique, OCP Policy Center agit sur la jeunesse d'aujourd'hui pour former les leaders de demain en conduisant des programmes d'accompagnement, de réseautage et d'échanges d'expériences, des stages d'immersion et des expériences de volontariat. C'est ainsi que s'exprime sa vision stratégique et prospective de l'avenir.

Enfin, la composante « **Bridge** » vient englober tous les événements organisés par OCP Policy Center dans ses locaux et au sein des institutions publiques, des établissements universitaires, des instituts de recherche, etc. Ce sont aussi toutes les rencontres co-organisées avec ses partenaires nationaux et internationaux, au Maroc et à l'étranger qui permettent d'ériger des ponts entre les experts et les décideurs en vue de développer un dialogue national et global fondé sur l'analyse rigoureuse des faits.

Ces trois familles d'activités dont les composantes se nourrissent mutuellement constituent un cercle vertueux qui sert continuellement l'amélioration de la dynamique du Policy Center. En effet, les activités de recherche et les publications servent aussi à alimenter le contenu des formations de la Public Policy School pour qu'elles soient pertinentes et proches des préoccupations des « policy makers ». Aussi, le réseau d'experts et d'académiciens animant la plateforme de recherche, enrichit à la fois le corps professoral de la Public Policy School ainsi que les débats et les échanges initiés par le centre à travers les événements organisés.

2016 marque un pas dans la vie d'OCP Policy Center. C'est sa deuxième année pleine d'activité. Les efforts de tous, sur la base d'une dynamique entrepreneuriale inspirée par une vision claire et des objectifs bien définis, ont permis de passer un cap. Moins de trois ans est, dans l'absolu, un laps de temps assez court dans la vie de toute institution, mais se dessine déjà les contours de l'émergence d'un bien public. Au terme de l'année 2016, OCP Policy Center est fier de compter une équipe jeune de 25 cadres dynamiques, un patrimoine public de plus de 220 publications, un historique de plus de 200 événements, une famille de 39 experts de haut niveau (Senior Fellows) et des partenariats actifs avec plus de 40 institutions.

Enfin, le classement international, 2016 Global Go To Think Tank Index Report publié par le Think Tank and Civil Society Programs de l'Université de Pennsylvanie vient couronner ces réalisations en le propulsant au treizième rang des meilleurs Think Tanks de la région MENA, à la 6ème position des meilleurs nouveaux Think Tanks 2016. Il a aussi été primé pour sa capacité à porter des événements de grande envergure. Ceci s'est traduit par la treizième place du classement mondial des meilleures conférences.

Ce rapport d'activité 2016 que nous vous invitons à lire est l'occasion pour nous de partager avec vous la teneur de nos activités de cette année et de recueillir vos appréciations et suggestions. Nous vous en souhaitons une excellente lecture.

Karim El Aynaoui

Directeur Général



OCP POLICY CENTER EN QUELQUES MOTS

NOTRE RAISON D'ÊTRE

Le développement socioéconomique du Maroc, de l'Afrique et du Sud.

.....

NOTRE MÉTIER

Observer, Déchiffrer, Maitriser les tenants et les aboutissants des enjeux stratégiques liés à l'économie et aux relations internationales.

.....

NOTRE MISSION

Analyser, évaluer et contribuer à l'élaboration des politiques publiques
Améliorer les compétences des acteurs impliqués dans le processus décisionnel
Accompagner les jeunes et construire une communauté de futurs leaders
Promouvoir la coopération internationale.

NOS CHAMPS D'INTERVENTION



LE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME

Parce que nous sommes convaincus que le processus de développement est tributaire de notre capacité à maîtriser les dynamiques macroéconomiques dans toute leur complexité, d'identifier les moteurs de croissance et d'adopter les stratégies adéquates.



LA GÉOPOLITIQUE ET LES RELATIONS INTERNATIONALES

Parce que nous sommes conscients que notre rayonnement local, régional et continental est conditionné par notre capacité à mesurer les implications géopolitiques de l'interdépendance croissante des économies et à maîtriser les règles du jeu sur un échiquier international en perpétuelle évolution.



L'ÉCONOMIE ET LA FINANCE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Parce que nous sommes tenus de faire bon usage de nos ressources naturelles, d'en évaluer la valeur et d'en maîtriser le dessein dans un monde où les échanges répondent à de nouvelles logiques, à de nouveaux rapports de forces et au phénomène de financiarisation.



L'AGRICULTURE, L'ENVIRONNEMENT ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Parce que nous sommes déterminés, d'une part, à tirer les bonnes leçons de l'histoire qui prouvent que le développement économique repose principalement sur le développement agricole et d'autre part, à respecter les impératifs environnementaux du présent et assurer la sécurité alimentaire du futur.

The background consists of a solid blue field overlaid with a complex pattern of thin, white, overlapping circles. These circles are arranged in a way that they intersect to form a grid-like structure of smaller, irregular shapes, reminiscent of a Venn diagram or a network graph. The circles vary in size and are distributed across the entire frame, creating a sense of depth and movement.

THINK

NOS PUBLICATIONS EN CHIFFRES

41

Policy Briefs

Présentant l'analyse et le point de vue de l'auteur sur des sujets d'actualité diversifiés de portée nationale, régionale et internationale.

09

Policy Notes & Papers

Traitant de sujets complexes d'une manière simple et globale au moyen d'analyses empiriques. Les auteurs y présentent les résultats de leurs analyses avant de formuler leurs propres recommandations en matière de politiques publiques au profit des décideurs.

11

Research Papers

Abordant des thématiques structurelles d'un point de vue académique et en respectant toutes les exigences méthodologiques de la recherche. Ce sont des papiers d'une teneur technique qui impliquent souvent une analyse rétrospective ainsi que des outils statistiques et économétriques.

23

Blog Articles

Librement rédigés par des auteurs désirant partager leurs opinions sur des sujets importants tout en vous permettant d'exprimer vos commentaires et d'enrichir le débat.

10

Books & Reports

7 Ouvrages présentant l'œuvre de l'esprit d'un ou de plusieurs auteurs qui vous livrent une analyse profonde sur des thématiques d'actualité et à caractère stratégique.

3 Rapports présentant, avec objectivité et concision, des faits et des réflexions autour de sujets stratégiques et précis. L'information y est exposée clairement en vue d'informer les décideurs de certains faits requérant leur attention tout en leur fournissant les données nécessaires à une bonne prise de décision.

03

International Jobs Report

Retraçant, bi-annuellement, les grandes tendances du marché du travail mondial et permettant au lecteur de comprendre les répercussions de la croissance économique sur le marché du travail dans les économies avancées, émergentes et en développement.

03

Special Issues in Academic Journals

Publiées dans « Revue d'économie du développement », dans « Oxford Economic Papers » et dans la revue académique du CIDOB « Afers internacionals »



LES FAITS MARQUANTS DE 2016

DÉVELOPPEMENT À LONG TERME



« OCP Policy Center vise à identifier les moteurs de croissance et à promouvoir les stratégies susceptibles de stimuler le développement à long terme du Maroc avec une perspective nationale, régionale et internationale. A cette fin, OCP Policy Center s'attèle à approfondir la compréhension des principales tendances et dynamiques de l'économie mondiale dont nous vous livrons les grandes lignes ci-après.»

Une économie mondiale prise au piège d'une croissance molle !

A la question « Est-ce que l'économie mondiale repart ? La réponse est « Oui », mais sa reprise continue de décevoir. **Uri Dadush** dans son *Policy Brief* « [The Global Outlook, Secular Stagnation, and the MENA Region](#) » en expose une vue d'ensemble et explique que pour être en phase avec les prévisions des Institutions Financières Internationales (IFI), et ainsi stabiliser le taux de croissance de 3% des 25 dernières années, il faut attendre la fin de l'année 2017. Dans son *Policy Paper* « [Should Developing Countries Fear Secular Stagnation?](#) », **Uri Dadush** démontre que les économies avancées, malgré le fait qu'elles aient renoué avec la croissance avec une reprise plus franche aux États-Unis et au Royaume-Uni plutôt qu'en zone euro, l'investissement reste relativement faible et l'inflation est toujours très en deçà des attentes des banques centrales.

La résurgence des déséquilibres et leurs implications pour les pays émergents et en développement !

Si l'on se réfère aux grands comptes courants, les signes d'une éventuelle résurgence des déséquilibres attire l'attention sur le risque d'une menace pour la stabilité de l'économie mondiale, comme en témoigne **Otaviano Canuto** dans son article intitulé « [The Global](#)

[Economy Remains Unbalanced](#) ». Ce dernier soutient que, combien même cette menace ne se concrétise pas, la résurgence de ces déséquilibres révèle une contre-performance de l'économie mondiale. Ce phénomène est plus prononcé dans le cas des économies émergentes qui ne bénéficient plus de l'effet d'entraînement que la Chine leur procurait avant de se recentrer et de réorienter son modèle de croissance vers sa demande intérieure. C'est un aspect souligné par **Mohamed Hamza Sallouhi** dans son article « [Economies émergentes : Faits stylisés et perspectives](#) » où il explique que la Chine, ce pays-continent, désormais capable de produire ce qu'hier il avait besoin d'importer, participera moins à la dynamique des échanges commerciaux. Vu son poids dans l'économie mondiale, cela pèsera certainement sur le commerce et la croissance du monde entier.

En effet, l'économie chinoise se rééquilibre tout en assouplissant son rythme de croissance et les retombées sur l'économie mondiale se ressentent à travers le commerce, les prix des produits et les chaînes financières, considérés par **Otaviano Canuto** dans son article « [China's Spillovers on Latin America and the Caribbean](#) » comme étant les principaux canaux de transmission à travers lesquels s'opère l'effet domino. Le même auteur explique, dans son *Policy Brief* « [What Happened to World Trade ?](#) », que le commerce a été un facteur clé de la croissance mondiale, de la convergence des revenus et de la réduction de la pauvreté tout en soulignant que des inquiétudes sont soulevées autour de la capacité des dynamiques actuelles du commerce mondial à engendrer un potentiel

de développement durable. Cette question est d'autant plus préoccupante pour les économies émergentes et en développement où les cycles d'affaires sont principalement conduits par les chocs globaux et régionaux, comme le démontre **Zouhair Aït Benhamou** dans son article discutant des natures et des déterminants des cycles économiques dans les économies émergentes « [Fluctuations in Emerging Economies : Regional and Global Factors](#) ».

Le marché du travail : un facteur déterminant !

Si les chocs globaux et régionaux sont déterminants pour les cycles d'affaires dans les pays émergents et en développement, il est de même pour la dynamique de leurs marchés du travail. **Prakash Loungani** met en effet en évidence, dans l'édition 2016 du rapport « [International Jobs Report](#) » la corrélation positive qui lie les fluctuations cycliques des produits à celles des emplois au sein des économies avancées, émergentes et en développement. En se basant sur ce constat, les résultats du rapport prévoient une augmentation du taux de chômage dans les économies émergentes contrairement aux économies avancées qui devraient en enregistrer une nette diminution. Les pays émergents susceptibles d'être les plus touchés par cette augmentation sont ceux dont l'exportation des matières premières constitue une part importante dans leurs recettes commerciales.



Des conditions financières de plus en plus contraignantes !

En plus des incidences sur les marchés du travail, une crainte se fait ressentir quant au désengagement massif des investisseurs des marchés financiers émergents par manque de visibilité à court et à moyen termes, dû essentiellement à des fondements macroéconomiques faibles et peu clairs. **Otaviano Canuto** et **Aleksandr V. Gevorkyan**, dans « *Tales of Emerging Markets* », expliquent que les économies émergentes, considérées comme une catégorie spécifique d'actifs financiers, souffrent de vulnérabilités au moment où les avoirs en réserves se resserrent. A ce titre, le cas de l'Amérique Latine, développé par **Uri Dadush** dans son blog « *Featured Q & A : How Will the Fed's Rate Hike Affect Latin America ?* » illustre parfaitement les conséquences

fâcheuses que peut avoir la hausse du taux de la Fed pour les économies qui souffrent déjà de la baisse des prix des matières premières et de leur incapacité à marchander leurs titres financiers aux valeurs d'échange souhaitées.

2017 serait-elle l'année du retour du nationalisme économique ?

Si l'année 2016 s'est annoncée maigre en termes de production, d'emplois et d'échange internationaux, elle a aussi été jalonnée par la montée du populisme qui s'est manifesté notamment par le vote en faveur du Brexit et qui a été développé par **Uri Dadush** dans son article « *The Economic Implications of the Brexit Mess* » et par la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis. L'année 2017 pourrait témoigner du retour du nationalisme économique, et donc à un commerce international et des migrations économiques moins ouverts. Si cela s'avère vrai, la capacité de gérer les conséquences économiques de ce changement est de mise et devrait être développée sans plus tarder.

Face aux changements permanents de l'économie mondiale : s'adapter ou mourir !

2016 fut une année difficile pour les pays émergents et en développement à cause principalement de la faible croissance des pays avancés et de la réorientation du modèle

chinois, Cette évolution étant irréversible, la seule solution est de s'y adapter. **Uri Dadush**, dans « *Industrial Policy : A Guide for the Perplexed* », fait valoir que la politique industrielle pourrait être une arme utile dans l'arsenal de la politique d'adaptation à condition qu'elle soit accompagnée par un bon système de gouvernance. A ce titre, **Uri Dadush** propose un guide où il expose les principes relatifs à la conception et à l'exécution des politiques industrielles.

Dans le même sillage, **Karim El Mokri** confirme l'importance de la transformation structurelle tout en mettant l'accent sur la question de la complexité, relevée par **Michael Spence**. Pour **Karim El Mokri**, il est primordial d'agir sur plusieurs axes dont la Recherche et Développement, le capital humain à travers l'éducation, la flexibilité du marché du travail, le droit de propriété et l'efficacité des gouvernements qu'il considère comme étant les facteurs clés pour réussir la transition vers une économie plus complexe et une croissance durable.

Dans son *Research Paper*, « *Le défi de la transformation économique structurelle : une analyse par la complexité économique* », **Karim El Mokri** insiste sur le fait que les pays à niveau de complexité intermédiaire doivent recourir à une politique industrielle efficace afin de réduire le coût et l'incertitude entourant le processus de découverte de nouveaux marchés et de pourvoir les éléments nécessaires au secteur privé pour engager une diversification sélective vers de nouveaux produits plus complexes.

Cela fait déjà plus d'une décennie que le Maroc entreprend plusieurs réformes structurelles visant à assoir les piliers d'un développement socio-économique durable à travers la diversification de son économie et la modernisation de son tissu productif. Durant l'année 2016, la loupe d'OCP Policy Center a scruté le processus de transformation économique du royaume tout en enrichissant la littérature sur les différents faits stylisés de l'économie marocaine.



La transformation économique structurelle au Maroc : Un processus en cours !

Le livre « Equilibres Externes, Compétitivité et Processus de Transformation Structurelle de l'Economie Marocaine » publié à la fin de l'année 2016, en collaboration avec le Laboratoire d'Economie Appliquée de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales (FSJES) Rabat-Agdal et la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA), avait pour objectif d'apporter quelques éléments d'appui supplémentaires aux « policy-makers » pour une meilleure identification des défaillances des marchés et pour la mise en place d'une stratégie de diversification et d'une politique industrielle efficientes, aptes à renforcer la compétitivité de son secteur productif et à améliorer son positionnement dans les chaînes de valeurs mondiales et régionales. Cet ouvrage a regroupé les meilleurs articles sélectionnés dans le cadre d'un appel à contribution portant sur les thématiques de compétitivité, d'équilibres externes et de transformation structurelle de l'économie marocaine, une initiative d'OCP Policy Center, devenue maintenant une tradition au service de la promotion de la recherche sur les enjeux majeurs de l'économie marocaine.

La nécessité d'une politique industrielle à forte valeur ajoutée !

Dans le même cadre de réflexion, les auteurs de l'ouvrage collectif « Industrial Policy, Structural Change and Global Value Chain Participation: Case Study of Morocco, Tunisia and Egypt », fruit d'une

première collaboration avec Bruegel, Think Tank européen de renom, soulignent la nécessité d'une meilleure intégration aux chaînes de valeurs dans un contexte mondial où la production est de plus en plus fragmentée. En effet, l'évolution vers des activités à plus forte valeur ajoutée permettrait au Maroc d'améliorer la performance de son secteur manufacturier et d'accélérer la transformation structurelle de son économie.

L'éducation : au cœur du processus de développement !

Pour atteindre cet objectif, en plus d'une mise à niveau de l'infrastructure du pays dans tous ses aspects, il faut surtout agir sur le capital humain et assurer une offre de main d'œuvre qualifiée et conforme aux besoins des investisseurs étrangers. Cela ne peut cependant aboutir sans un système d'éducation nationale performant.

En effet, placé souvent au centre de tous les débats nationaux, la question de l'éducation rêvait un intérêt particulier pour OCP Policy Center. A cet effet, **Aomar Ibourk**, expert du marché de travail et des problématiques liées à l'éducation, a produit en 2016, dans le cadre de la nouvelle vision stratégique 2015-2030 du système éducatif national, deux travaux à savoir « Les acquis scolaires au Maroc : un état des lieux » et « Performances en lecture au Maroc : approche par genre ». Ces deux publications dressent un état des lieux des acquis scolaires des élèves inscrits en quatrième année du primaire tout en mettant en exergue les facteurs influençant les différences de performance entre les genres ainsi que leur ampleur. Pour cela, l'auteur s'est appuyé sur les enquêtes « Trends in Mathematics and Science Study » (TIMSS) et « Progress In Reading and Literacy Study » (PIRLS) auxquelles le Maroc a participé.

Le Maroc et l'Afrique : un avenir commun !

L'année 2016 a été marquée également par un dynamisme particulier de la diplomatie marocaine vers le continent africain visant à sceller un retour très attendu du royaume à l'Union Africaine. En effet, le Maroc n'a cessé, durant ces dernières décennies de réaffirmer son attachement au continent africain sur le plan économique en le plaçant au centre de ses choix stratégiques. Le développement des rapports avec les pays africains s'est fait également à travers la consolidation de ses relations politiques et l'établissement de partenariats diversifiés, le but étant de stimuler le développement des échanges économiques et commerciaux avec l'Afrique et répondre ainsi aux nouvelles configurations mondiales caractérisées par un rattrapage économique des pays émergents notamment ceux du continent africain.

OCP Policy Center qui reste fidèle à son approche « Sud » dans la majorité de ces analyses, n'a pas manqué de mettre en lumière la structure, l'évolution et l'énorme potentiel des échanges commerciaux entre le Maroc et ces partenaires africains.

A cet effet, le *Research Paper* de **Rim Berahab** intitulé « Structure des échanges entre le Maroc et l'Afrique : Une analyse de la spécialisation du commerce » a démontré l'efficacité des nombreuses réformes entreprises par le Maroc en vue de réussir son intégration dans l'économie mondiale en général et africaine en particulier à travers le renforcement de son potentiel compétitif en termes d'exportations. En effet, les échanges entre le Royaume

et le continent africain ont connu une nette augmentation durant la période 2004-2014 : Le montant global des échanges avec cette région a quadruplé, passant de 1,0 milliards de dollars à 4,4 milliards de dollars. Cependant, un fort potentiel reste encore à développer vu que l'Afrique ne représente que 6,5% de l'ensemble des échanges commerciaux du Maroc. Ce papier a présenté, dans une première partie, une analyse descriptive de la structure du commerce entre le Maroc et l'Afrique par régions, par produits et par partenaires. La seconde partie a été consacrée, quant à elle, à une analyse quantitative des différentes variantes de l'indice des avantages comparatifs révélés du Maroc et de certains pays africains, en considérant l'Afrique comme zone de référence. Enfin, la troisième partie offre une analyse économétrique ayant pour but d'étudier les éventuels changements structurels dans le cadre de la spécialisation ou de la diversification du commerce du Maroc avec le continent africain. C'est dire qu'il existe une très forte valeur ajoutée dans la coopération Sud-Sud, et dans la création de nouvelles

opportunités et de situations gagnant-gagnant qui déboucheront sur un développement plus important et un raffermissement des liens entre le Maroc et ses frères africains.

Dans le même sillage, **Moubarack Lo** aborde dans son *Research Paper* intitulé « Relations Maroc-Afrique Subsaharienne: quel bilan pour les 15 dernières années? » les Relations Maroc-Afrique subsaharienne et tente d'expliquer les tendances qui ont façonné l'évolution de ces relations. L'auteur a souligné l'impact économique des efforts du Royaume tout en concluant que le volume des échanges entre ces deux partenaires demeure relativement faible par rapport à son potentiel. Bien qu'il y ait eu une nette évolution des Indices de Développement Economiques du Maroc à destination de l'Afrique subsaharienne, il reste beaucoup à réaliser, pourvu que la priorité soit orientée en direction du Sud. Le papier recommande de poursuivre les investissements dans le continent puisque cela est directement et positivement corrélé à la croissance du Maroc. Cela devrait se traduire par la signature davantage d'accords commerciaux



et de partenariats avec les pays d'Afrique subsaharienne, par le développement des infrastructures de transport qui relient le Maroc aux autres pays du continent, par le renforcement du financement du commerce bilatéral, par l'amélioration de l'accès à l'information sur les opportunités de commerce et d'investissement, par la promotion de la diversification de la production industrielle marocaine et son adaptation aux besoins des pays d'Afrique et enfin par l'encouragement du commerce des services entre le Maroc et le continent africain.

Une Afrique complémentaire mais non encore intégrée !

Le commerce inter-régional en Afrique est indéniablement porteur d'un énorme potentiel mais n'est malheureusement pas encore exploité de manière optimale. **Vera Songwe** estime dans son *Policy Brief* « L'intégration économique en Afrique: un processus en cours » que le niveau d'intégration à l'échelle africaine reste en deçà des standards observés ailleurs tout en rappelant que la fragmentation des systèmes de production, à l'image des chaînes de valeurs mondiales et régionales, représente une opportunité pour le continent qui doit impérativement adopter une politique industrielle proactive.

Des alliances stratégiques à nouer !

Rafael Benke et **Marcus Vinicius de Freitas** dans leurs *Policy Briefs* respectifs « Argentina's Shifting Politics: New Prospects for Collaboration

with Africa? » Et « Brazil and Africa: Historic Relations and Future Opportunities » dévoilent la nature des relations économiques à nouer entre l'Afrique et l'Amérique latine pour asseoir les fondements d'un cadre de coopération mutuellement bénéfique. A cet effet, ces études soulignent l'importance du rôle que doivent jouer les pouvoirs publics pour surmonter les défaillances chroniques des mécanismes du marché. Puisant dans l'expérience camerounaise à titre d'exemple, **Efobi Uchenna Rapuluchukwu Tanankem Voufo Belmondo** et **Beecroft Ibukun**, expliquent dans leur *Research Paper* intitulé « Incentives and Firms' Productivity : Exploring Multidimensional Fiscal Incentives in a Developing Country » à quel point les politiques de promotion de l'initiative privée, à l'image des subventions fiscales, doivent être bien réfléchies et orientées précisément pour récompenser l'output des entreprises dans leur secteur au lieu de les accompagner dans leur processus, d'où une approche conditionnée par les résultats. « L'intégration Afrique-Atlantique : L'économie peut-elle réunir ce qui a été séparé par la géologie ? » Réalisé par **Karim El Mokri** et **Tayeb Ghazi**, étend le spectre de cette vision pour couvrir l'espace atlantique et l'intérêt de l'Afrique à entreprendre des réformes structurelles à même de positionner le continent sur l'échiquier du commerce transatlantique.

Des ressources et des atouts à exploiter !

La rhétorique d'une Afrique qui rompt avec son « présumé destin » d'échec retentit fréquemment dans nos publications. Dans un

article succinct et exhaustif intitulé « Walking the Talk of the Africa Rising Narrative », **Nisrine Ouazzani**, program officer à OCP Policy Center, dans sa casquette de chercheuse, a abordé les clés de l'émergence éventuelle de l'Afrique en soulignant l'expansion de son marché domestique, l'abondance de ses ressources naturelles mais surtout la jeunesse de sa force de travail qui la distingue des puissances économiques mondiales.

Dans le même sillage, **Uri Dadush**, vient confirmer dans son *Policy Paper* « Should Developing Countries Fear Secular Stagnation » que la croissance démographique dans les pays en développement, dont l'Afrique, devrait soutenir le développement à long terme, à condition que ces économies arrivent à internaliser la technologie dans leur processus de production et converger davantage vers l'efficacité et l'accroissement de la productivité.

Une Afrique prisée par les puissances mondiales à la quête d'un nouveau relais de croissance devrait sans nul doute migrer vers un modèle de croissance auto-entretenu qui puise, pourquoi pas, dans la voie qui a mené le dragon chinois de la précarité à l'émergence. **Fathallah Oualalou**, dans « La Chine et nous : Répondre au second dépassement » apporte une nouvelle perspective dans son analyse du modèle chinois et aborde explicitement et de manière pragmatique « les best practices » de ce miracle économique qui peut servir comme étalon aux économies à revenu faible.

GÉOPOLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES



« Afin de contribuer à la simplification de la complexité des relations internationales, OCP Policy Center, à l'instar des autres Think Tanks et instituts dans le monde, porte un intérêt particulier au domaine des relations internationales, de la géopolitique et de la sécurité/défense. Cet intérêt est d'autant plus justifié par l'interdépendance de ce domaine avec les autres axes de recherches d'OCP Policy Center qui ne peuvent être investis en dehors et séparément de l'état du monde et de ses dynamiques. »

Un monde de plus en plus complexe à comprendre !

La nature actuelle des relations internationales renvoie une image d'incertitude et d'ambiguïté. Ce qu'il est convenu d'appeler « ordre mondial » ressemble plus à un désordre ou du moins à un non-ordre que les analystes peinent à définir. Le bipolarisme est mort et enterré et nous sommes bien loin des années 90 où les Etats Unis se voulaient être le leader d'un ordre unipolaire face à des puissances émergentes incapables de conduire un monde multipolaire. Le caractère anarchique des relations internationales est de plus en plus renforcé par des souverainetés qui rechignent à céder le pas à la globalisation et qui hésitent encore entre l'isolationnisme et l'intégration.

Cette incapacité à modéliser l'ordre du monde est aggravée, d'une part, par le renforcement de la criminalité transnationale et par l'émergence du terrorisme et d'autre part, par l'évolution du concept même de la guerre, devenue encore plus asymétrique que jamais ainsi que celle des systèmes d'alliance devenus éphémères et conjoncturels. Dans un tel climat, le processus de décision en termes de politiques étrangères se peint de complexité et appelle, en plus des analyses menées par les organes institutionnels officiels, à un effort de réflexion de la part d'autres organes tels que les Think Tanks.

C'est dans ce cadre également que doit être lue la production d'OCP Policy Center de l'année 2016. De l'agriculture au terrorisme en passant par plusieurs questions de politiques

internationales et de sécurité globale, les publications produites par OCP Policy Center se sont intéressées aussi bien aux événements qu'aux institutions. Ainsi, la stratégie globale européenne a été traitée en parallèle avec les décisions de l'OTAN et les éventuels changements de la politique sécuritaire de la Chine en Afrique ont accompagné les comportements de la Russie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La menace terroriste en tant que thème transversal a donné lieu à des études sur les profils géopolitiques de plusieurs pays et régions.

Le Champ d'investigation : Le Sud en Général, l'Afrique en particulier!

Les publications ont, géographiquement, couvert un large espace qui, dans sa globalité, peut se calquer sur l'hémisphère sud avec une place prioritaire pour l'Afrique en tant que zone de prédilection. Cependant, l'Afrique n'a pas été traitée de manière isolée. Son voisinage, son environnement et ses relations avec le reste du monde ont élargi le champ d'investigation à la Méditerranée, à l'Europe, au Moyen Orient, aux Amériques et à tout l'Océan atlantique.

Cette focalisation sur le Sud en général et sur l'Afrique en particulier découle de l'orientation adoptée par OCP Policy Center qui se veut être un Think Tank africain de par son appartenance géographique, mais pour lequel, la Méditerranée, le Moyen-Orient, l'Atlantique et le Maghreb restent également des espaces d'enracinement qui le complètent.

La ferme croyance d'OCP Policy Center en la pertinence d'une coopération Sud/Sud aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine politique a été à la base d'une production analytique traitant de plusieurs thématiques centrales et transversales dont la place de l'Afrique dans la géopolitique du monde aussi bien de par ses ressources et ses axes de développement que de par sa démographie et les challenges qu'elle doit relever.

Pour cela, OCP Policy Center s'est assigné le devoir de montrer et de démontrer la nécessité d'équilibrer les relations dans l'espace atlantique par l'extension des concepts de coopération, de solidarité et de collaboration qui caractérisent les relations de l'Atlantique nord, vers la partie sud de l'Océan et assurer ainsi la construction d'un espace atlantique sud fort.

C'est donc ainsi que la production d'OCP Policy Center a eu, pour toile de fond, l'état des relations internationales dans le monde avec ses incertitudes et ses contingences et pour boussole, son intérêt pour le sud comme champ d'investigation et d'analyse.

L'année 2016 a été ponctuée par des événements majeurs et inattendus qui ont chamboulé le monde. OCP Policy Center n'a pas manqué de les analyser en vue d'en comprendre les tenants et les aboutissants et d'en mesurer les conséquences. Nous vous en livrons ci-après la quintessence.

2016 : Des évènements qui bouleversent le monde !

L'élection de Donald Trump à la tête des USA a fait l'objet d'une publication co-écrite par **Otaviano Canuto** et **Matheus Cavallari** intitulée « Mr. Trump: Can You Deliver it? » En raison de l'importance de cet événement et du caractère exceptionnel de certaines déclarations du candidat américain, ces élections ont eu un écho retentissant dans le monde et ont animé certaines craintes quant à l'accentuation de la complexité de la situation mondiale.



L'intervention russe en Syrie avait marqué un tournant aussi bien dans le déroulé événementiel du Moyen Orient que dans la perception des relations entre les puissances en général. Elle constitue un tournant que **Abdelahk Bassou** a consigné dans le *Policy Paper* « La Russie et la crise syrienne: le comeback de l'héritier de l'URSS et le changement de la donne en Syrie » annonçant un retour en force de l'héritière de l'URSS.

L'OTAN n'a pas cessé de se manifester en réaction aux menaces émergentes et aux contraintes que lui imposent les événements passant ainsi du rôle d'alliance défensive régionale à celui d'acteur international de sécurité et de défense offensif. Sa transformation structurelle et fonctionnelle a été étudiée dans le *Policy Paper* co-écrit par **Youssef Amrani**, **Rachid El Houdaigui**, **Guillaume Lasconjarias**, **Jean-Loup Samaan** et intitulé « L'Otan : acteur global de la sécurité internationale, à l'épreuve des bouleversements géopolitiques régionaux ». En effet, en réponse aux craintes exprimées par la Turquie et les pays de l'Europe de l'Est, à la crise de l'immigration en Europe, à l'intervention russe en Syrie et à la montée du terrorisme, L'OTAN a mené plusieurs démarches importantes qui ont fait l'objet de plusieurs publications dont l'article « Is NATO Globalizing in the Light of Regional Geopolitical Upheavals? », écrit par **Ihssane Guennoun**, le *Policy Brief* « NATO's Mediterranean Dialogue: What are new possible approaches? » Et également le *Research Paper* « Le sommet de l'OTAN à Varsovie: Clair-obscur du retour à l'endiguement » produit par **Rachid El Houdaigui**.



Vers une reconfiguration géopolitique mondiale !

Les nouveaux axes stratégiques de la chine en tant que puissance régionale et mondiale cherchant à consolider sa position sur le plan économique, politique, militaire et diplomatique ont été étudiés dans la première partie du livre « Dialogues Stratégiques - Nouveaux axes stratégiques et défis sécuritaires: Cas de la Chine et de la bande sahélo-saharienne », publié conjointement par OPP Policy Center et HEC Center of Geopolitics. En effet, **Pascal Chaigneau** y traite la posture de ce nouvel hégémon en articulant son analyse autour de sa stratégie de « nouvelle normalisation » en politique intérieure ; de sa gestion des tensions régionales; et de ses nouveaux axes diplomatiques. **Alain Oudot de Dain-Ville** y présente quant à lui, les motivations qui la pousse à asseoir sa puissance maritime comme moyen d'affirmer sa souveraineté. **Jacques Gravereau** y expose la nouvelle stratégie économique de Pékin, orientée davantage vers la consommation et les services, que vers les grands projets d'infrastructure et les exportations de biens manufacturés à faible valeur ajoutée. **Fathallah Oualalou** y expose le processus d'ouverture de l'économie chinoise à l'origine de son ascension ainsi que le partenariat Sino-Marocain lui permettant un meilleur ancrage dans l'espace euro-méditerranéen et africain. **Jérémy Ghez** y présente une analyse rétrospective et prospective de la relation Pékin-Washington, entre concurrence et coopération, tout en rappelant les pivots géoéconomiques opérés par chacune des

puissances. Enfin, **Alfredo Valladão** y développe ses tendances expansionnistes sur le plan régional et mondial avant de décliner les axes de coopération sino-américaines pendant ces dernières décennies et à l'avenir.

La Réémergence de la Russie en tant que puissance aspirant à se repositionner sur le devant de la scène mondiale a fait l'objet d'une analyse dans le *Research Paper* intitulé « **La Russie et le Maghreb** » où **Abdallah Saaf** nous livre une vue d'ensemble de son positionnement régional au Machreq, au Maghreb, aux Balkans, au Caucase, en Asie, en Amérique latine et en Afrique avec un focus particulier sur la nature de ses relations avec la Maghreb depuis la période soviétique jusqu'à

aujourd'hui, basées essentiellement sur des affinités politiques, des positionnements géostratégiques et des intérêts économiques de différentes natures.

Les politiques et stratégies européennes sont deux grands thèmes qui ont jalonné la production du centre dans ce domaine. D'une part, la politique européenne de voisinage dont les différentes révisions orientent la relation de l'Europe avec ses voisins du Sud et de l'Est et d'autre part, la nouvelle stratégie qui remplace l'ancienne politique commune de sécurité. Ces deux volets ont été examinés à l'aune de leurs impacts sur l'Afrique et sur le Maghreb à travers le *Policy Paper* de **Vivien Pertusot** « **La politique européenne de**

voisinage: un phénix bureaucratique »

Les relations Maroc - Union Européenne ont été abordées par **Emiliano Alessandri** dans « **The New EU Global Strategy and What It Means for Morocco** ». Ce *Policy Brief* tente de mettre en évidence les forces et les faiblesses de la stratégie globale de l'Union Européenne qui, selon **Alessandri**, a peut-être manqué l'occasion de réaffirmer ses liens avec le Maroc dans le cadre de sa réflexion sur les ordres régionaux coopératifs. Selon l'auteur, les échecs de la stratégie globale de l'Union Européenne donnent au Maroc la possibilité de redéfinir les termes de son partenariat, peut-être d'une manière plus avantageuse, susceptible de mettre en avant l'intérêt du pays et mieux articuler sa position en tant que puissance régionale. La stratégie globale européenne est en elle-même une réponse à la conjoncture géopolitique en mutation rapide et aux développements spectaculaires que connaît le système international, allant de la crise financière mondiale à la recrudescence des conflits en Europe de l'Est et dans la région MENA. Sa mission consiste à appeler à une plus grande cohésion et à un rôle plus important de l'Union Européenne sur la scène mondiale. Ce document présente également quelques points de vue sur la manière dont la stratégie globale de l'Union Européenne se décline pour le Maroc et sur ce que ce dernier pourrait attendre de l'avenir de ses relations avec elle dans ce nouveau cadre. Cependant, le principal argument est que la stratégie globale de l'Union Européenne aurait pu approfondir davantage les relations bilatérales majeures et mettre en évidence la contribution de certains de ses voisins,



tels que le Maroc, à la sécurité européenne et internationale, eu égard au "statut avancé" du pays et aux stratégies de développement et de sécurité du Royaume, à la lumière de ses propres préoccupations sécuritaires.

Incontestablement, le Maroc est un voisin et un partenaire incontournable du Sud, et la stratégie de l'Union Européenne devrait lui conférer une plus grande marge de manœuvre pour consolider sa position et son rôle de pont stratégique entre le Nord et le Sud, entre l'occident et les économies émergentes.

La géopolitique des pays africains a fait l'objet de plusieurs analyses ayant pour but l'identification et la compréhension des données relatives aux éléments de géopolitique des Etats. L'année 2016 a vu la publication d'un *Research Paper* traitant du cas de l'Ethiopie « [Ethiopia: Emergence and Positive Change in a Turbulent Geopolitical Context](#) » co-produit par **Jalal Abdelatif** et **Sara Mokaddem** et d'un *Policy Brief* dédié à l'Egypte « [The Geopolitics of Egypt: Strengths, Opportunities, Constraints and Vulnerabilities](#) » écrit par **Abdelhak Bassou**.

De nouveaux défis sécuritaires !

Le terrorisme, ce phénomène qui sévit comme menace émergente, surtout au Moyen-Orient et en Afrique où il semble s'installer de manière durable et dont les répercussions impactent, de par les crises qu'elles génèrent, le monde entier et l'Europe en particulier, a fait l'objet d'une analyse globale en prêtant une attention particulière à l'Afrique en général et au Sahel en particulier. A cet effet, le *Policy*

Paper de **Abdelhak Bassou** « [The "Islamic State" Organization: A Continuation of Al Qaeda or an Emerging Rift](#) » décortique la naissance de Daech et les conditions l'ayant favorisé tout en explorant les liens avec Al Qaeda, afin de déterminer s'il s'agit d'une continuation ou d'une émergence en rupture.

Le Sahel, cette région qui se caractérise par d'importants défis et qui compte une multiplicité d'acteurs en concurrence a fait l'objet de plusieurs analyses. En effet, une vue d'ensemble de la région a été développée par **Ihssane Guennoun** dans « [The Evolving Landscape in the Sahel: a Snapshot](#) ». Aussi, l'importance de cette région africaine quant à la lutte contre le terrorisme a été traitée au regard des vulnérabilités qui caractérisent le couloir allant de la Libye au Nigéria dans le *Policy Brief* de **Abdelhak Bassou** « [From the Mediterranean to the Atlantic: A Corridor Vulnerable to Terrorism](#) ». Cette même bande sahélo-saharienne a aussi été largement analysée dans la seconde partie du livre « [Dialogues Stratégiques - Nouveaux axes stratégiques et défis sécuritaires: Cas de la Chine et de la bande sahélo-saharienne](#) », où **Abdelhak Bassou** nous livre une perspective unique qui lie le crime transnational à l'organisation et au financement des groupes terroristes, où **Pascal Chaigneau** évoque successivement la problématique libyenne, comme centralité des difficultés régionales, l'évolution de la situation politique et sécuritaire des Etats de la bande sahélo-saharienne (BSS) et les fragilités actuelles de l'Afrique de l'Ouest. **Pierre Marie Faivre**, quant à lui, y met en lumière l'évolution récente du rôle de l'Algérie dans la région ainsi que les trois événements qui ont

eu pour effet de modifier la capacité d'Alger à exercer son influence dans ce qu'elle considère être son « pré-carré ». **Abdellah Saaf** y expose l'histoire de la diplomatie algérienne, l'origine de ses dynamiques de résilience autoritaire avant de soulever des questionnements sur les orientations de sa politique étrangère, dans un contexte interne fragilisé et des circonstances externes menaçantes. En aval de ces analyses, **Rachid El Houdaigui** rappelle avec lucidité que l'espace sahélo-saharien se retrouve tributaire d'un jeu géopolitique complexe, tant par la nature et le nombre des acteurs que par l'ambiguïté de leurs préférences tout en déclinant les stratégies de stabilisation, dont les plus visibles, du point de vue militaire et sécuritaire, sont celles conduites par la France et les Etats-Unis. Enfin, **Philippe Migaux** nous y livre une analyse ethnologique et sécuritaire des dynamiques et enjeux de pouvoirs entre les mouvements terroristes en présence, avant d'étayer les conséquences sécuritaires de ces menaces djihadistes au Sahel.

L'action des puissances face au terrorisme en Afrique a été largement analysée par **Jean-Yves Haine** dans « [Robust Containment: French and US Security Policies in Africa](#) » et par **Abdelhak Bassou** dans « [China faced with the proliferation of the terrorist phenomenon in Africa](#) » à travers l'étude des politiques d'endiguement résultant des interventions françaises et américaines et les possibles métamorphoses de la politique chinoise face à la montée du terrorisme en Afrique.

OCP Policy Center n'a pas manqué de traiter certains sujets importants caractérisés par leur transversalité. En effet, l'agriculture de par son rôle dans la sécurité énergétique en matière de développement durable, occupe une place prépondérante dans la géopolitique. Cette transversalité a été généreusement traitée à travers deux publications à savoir le *Policy*

Brief de **Abdelhak Bassou** « The Importance of Agricultural Policy in Terms of Security, Defense and Sovereignty » et dans le *Policy Brief* de **Marcus Vinicius de Freitas** « Energy Cooperation: a Prerequisite for Sustaining Energy Security ».

Enfin, si la production dans les domaines de la géopolitique, de la sécurité défense

et des relations internationales a été aussi prolifique que diversifiée en 2016, l'ambition du centre, conjuguée au nombre croissant des chercheurs et experts qui le rejoignent de différents horizons, augure d'encre plus de production et d'élargissement des domaines touchés pour 2017.



ECONOMIE ET FINANCE DES MATIÈRES PREMIÈRES



« En 2016, OCP Policy Center a largement contribué à l'analyse des marchés des Matières Premières en étudiant les facteurs déterminants de la formation des prix et les incidences de leurs fluctuations sur les économies marchandes, en mettant particulièrement l'accent sur les produits alimentaires, les mines et l'énergie avec toujours la même perspective du sud au travers d'une analyse globale des tendances mondiales.»

Les prix des Matières Premières en baisse depuis 2014 !

L'année 2016 s'est avérée particulièrement dense pour l'axe « Commodity Economics and Finance » d'OCP Policy Center, à l'image de l'actualité des marchés des matières premières marquée, depuis 2014, par des prix bas. C'est, sans nul doute possible, sur les produits énergétiques, que les regards se sont avant tout tournés en raison d'une part de « La valse des prix des bruts » que l'on a pu observer et qui a été largement étayée par **Yves Jégourel** dans son blog et d'autre part, de l'accord enfin trouvé en fin d'année sur la réduction des volumes de production du brut. Le rebond des prix a été au rendez-vous à partir du deuxième semestre mais, comme le souligne **Yves Jégourel** dans son *Policy Brief*, « The Rebound in Oil Prices: OPEC «Fine Tuning» in Question » c'est désormais l'OPEC qui est en question, avec en toile de fond, une interrogation sur la capacité du groupe des quatorze pays producteurs à maintenir au travers de leur politique d'offre des prix entre 50 et 60USD/bbl sur le moyen terme. Le brut donc, mais également le gaz naturel qui se trouve fort probablement à la croisée des chemins depuis 2015. « The Future of Natural Gas: Markets and Geopolitics », titre de l'ouvrage co-édité par **Silvia Colombo**, **Mohamed El Harrak** and **Nicolò Sartori**, nous rappelle de ce point de vue toute la richesse et la complexité des marchés qui répondent

aussi bien à des dynamiques financières et macroéconomiques que géopolitiques. Parmi les tendances observées, la spotification du marché du gaz naturel liquéfié, développée par Yves Jégourel dans son *Policy Brief* « The Development of The Liquefied Natural Gas Spot Market: Origin and Implications », phénomène qui non seulement voit l'importance des contrats commerciaux de court terme se renforcer, mais également change la nature même des enjeux géopolitiques entre pays exportateurs et importateurs.

Une baisse des prix payée cher par les producteurs !



Soucieux de traiter l'ensemble des matières premières et non uniquement des produits énergétiques, mais également d'offrir des outils

de prévision, les auteurs de l'axe Commodity Economics and Finance ont par ailleurs proposé des prévisions annuelles des prix pour la plupart des différentes « commodities » dans le cadre, notamment, d'un *Policy Brief* « Global Commodity Markets 2015-2016 Forecasts » rédigé par **Philippe Chalmin**. **Yves Jégourel**, quant à lui, s'est interrogé sur la réalité du rebond en 2016 du prix des hard commodities dans son *Policy Brief* « 2016: Rebound Year for Hard Commodities? », mais également sur la **guerre des prix qu'il juge bien commune sur le marché de la potasse dans son *Policy Brief* « Potash: A Typical Price War »**. Logique prospective donc, mais également rétrospective grâce au premier rapport annuel sur « L'Afrique et les marchés mondiaux de matières premières: Leurres et lueurs », co-édité par **Philippe Chalmin** et **Yves Jégourel** et présenté à Paris, Rabat, Dakar et Abidjan. Le sous-titre de cet ouvrage, « Leurres et lueurs », rappelle en définitive bien la réalité macroéconomique à laquelle les pays producteurs, africains notamment, ont dû faire face en 2015 : une chute considérable du prix des matières exportées qui a largement pesé sur leur croissance économique, mais qui s'est conjuguée à une volonté politique, affirmée depuis plusieurs années, d'accroître la diversification et la résilience de ces économies.

La solution : une meilleure gestion des ressources !

Dans cette optique, les ambitions d'OCP Policy Center n'auraient pas totalement été satisfaites si les dynamiques structurelles qu'impliquent les différents marchés de matières premières n'avaient pas été abordées durant cette année 2016 et si, conformément à notre devise « Think, Stimulate, Bridge » un certain nombre de propositions et d'analyses à destination des décideurs publics n'avaient pas été formulées. C'est ainsi que le *Policy Brief* « *Managing Natural Resources: An Attempt to Clarify the Debate* » produit par **Yves Jégourel** et publié en début d'année s'est interrogé sur la notion même de la gestion des ressources naturelles afin de tenter de clarifier les nombreux débats qu'elle suscite. Délaissant cette approche générale pour privilégier une vision macroéconomique, **Hinh T. Dinh** et **Russel Dinh** se sont pour leur part penchés sur la gestion des matières premières pour la croissance et la prospérité dans les pays à bas revenus dans leur *Policy Paper* « *Managing Natural Resources for Growth and Prosperity in Low Income Countries* ». Parmi leurs suggestions, la nécessité d'adopter des mesures combinant la création d'emplois et les investissements dans les infrastructures et le capital humain.

Otaviano Canuto s'est quant à lui intéressé, dans son article intitulé « *Suriname: A Tale of a Commodity-Dependent Economy Facing Shock of Prices* », au cas du Surinam, une économie

dépendante du prix des matières premières et dont la croissance et les comptes publics ont été fortement impactés par la chute des cours. Au cœur de l'analyse de l'auteur, les réponses macroéconomiques qui ont été mises en œuvre dès 2015 pour faire face à cette conjoncture difficile.

Parmi les autres outils permettant la mutation structurelle des pays producteurs ou, pour le moins, l'atténuation de leur dépendance à une industrie qui ne serait pas vectrice d'une valeur ajoutée économique et sociale suffisante, les politiques de contenu local dans le secteur extractif ont quant à elles fait l'objet d'un séminaire de haut niveau en collaboration avec la BAD " *Banque africaine de développement* " et la KAPSARC " *King Abdullah Petroleum Studies and Research Center* " et d'un article « *Local Content in Extractives Sector: Exploring Policy Issues in New Producing Countries* », écrit par **Youssef El Hayani**, traitant des conditions de leurs applications et de leurs succès. Cette volonté affichée d'OCP Policy Center de se pencher sur les dynamiques politiques et économiques du continent africain se retrouve également dans le *Policy Brief* de **Yves Jégourel** « *A Chequered African History of Commodity Markets. Part II: Cocoa* » sur l'histoire mouvementée du Cacao en Afrique dans le même sillage que celui écrit précédemment sur la bauxite et l'aluminium et et de plusieurs autres *Policy Briefs* portant sur le pétrole, le cuivre, le gaz naturel ou le fer.

Une autre question incontournable sur le plan économique mais également social et ce, depuis de nombreuses années, à savoir la volatilité des prix agricoles et leurs conséquences, a fait l'objet d'un numéro spécial dans le *Oxford Economic Papers* « *Food Price Volatility and Its Consequences* » revue scientifique de référence mondiale. Cette dernière publication, à laquelle ont contribué plusieurs experts dont **Karim El Aynaoui** et **Rabah Arezki**, éclaire à elle seule le positionnement et la vocation d'OCP Policy Center sur les questions liées à l'économie et à la finance des matières premières, comme sur nos trois autres axes de réflexion : non seulement offrir une réflexion stratégique de haut-niveau à destination des décideurs économiques et politiques, mais également produire, en interne et dans le cadre de nos nombreux partenariats, des travaux de recherche aux standards internationaux.



Les énergies renouvelables

Amenées à jouer un rôle croissant, les énergies renouvelables n'ont pas été oubliées de notre champ d'investigation. En effet, OCP Policy center s'est intéressé à l'environnement à travers la publication « [Les atouts du Maroc dans le domaine de l'énergie verte](#) » où Laura El-Katiri a démontré minutieusement que le potentiel énergétique renouvelable du Maroc est incontestablement considérable. Le pays dispose d'un potentiel non négligeable pour l'énergie solaire. Sachant que le Maroc voit ses importations des énergies de plus en plus augmenter, cette alternative va alléger cette dépendance vis-à-vis du marché énergétique international.



AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



« L'ambition portée par OCP Policy Center d'être au cœur de la réflexion stratégique, du « Think », sur l'ensemble des défis liés au développement agricole et à la sécurité alimentaire, ainsi qu'aux enjeux environnementaux, s'est manifestée en 2016 par plusieurs publications de haut niveau et sur des questions d'actualité, avec du recul et de l'esprit critique sur les expériences de développement agricole passées.»

Les nouvelles tendances : Des axes de développement prometteurs !

Révolution verte 2.0 : une condition pour une prospérité durable !

Michel Petit, à travers son blog « *A Green Revolution for Sustainable Food Production Systems in the Wider Atlantic Is Necessary Today* » a montré qu'une deuxième révolution verte pour l'Afrique s'impose. Le progrès technologique et les innovations adoptés lors de la première révolution verte en Asie ont permis une augmentation significative des rendements et de la productivité agricole, ce qui a garanti une production capable de nourrir la population de cette région et a permis d'éviter certains désastres comme la famine. Devant une population africaine sans cesse croissante et une demande en produits alimentaires de base de plus en plus élevée, l'auteur a insisté qu'en Afrique, l'impératif de la révolution verte ne doit pas reprendre les erreurs de la première, surtout en termes de pollution et d'utilisation excessive de produits chimiques et d'énergie fossile.

L'innovation, le nouveau mot d'ordre de la recherche !

Le grand défi aujourd'hui est d'intégrer la notion de durabilité dans la gestion des ressources. Une meilleure compréhension de la complexité des systèmes agricoles et des interactions entre les composantes clés de

ces systèmes apparaît donc nécessaire. C'est ainsi que l'eau, l'énergie et l'aliment forment un Nexus incontournable et une problématique centrale autant dans le débat scientifique que dans les instances de décision. La gestion de ce nexus pose un certain nombre de questions autant sur le plan technique que sur celui de la gouvernance. Ces dernières sont mises en relief par **Rabi Mohtar** dans son *Policy Brief* « *The Water-Energy-Food Nexus: Who Owns It?* ».



Les sols au cœur de la gestion intégrée des ressources !

Les pratiques et méthodes d'utilisation durable des sols ont fait l'objet d'une minutieuse attention. La centralité des sols dans l'écosystème de production agricole, et dans une plus large mesure, dans le maintien et le renforcement de la sécurité alimentaire a été expliquée par **Rabi Mohtar** dans son *Policy Brief* « *The Role of Soils in Global Water and Food Security* ». Considérant ce rôle incontournable, **Tharcisse Guèdègbé** expose dans son article « *A New Management of Soils for Sustainable Agricultural Development* » les enjeux liés à leur usage ainsi que les orientations et les pistes à suivre pour placer la notion de durabilité au cœur de l'utilisation des terres agricoles.

Renforcement des engagements envers la nature !

2016 a fait connaître le Maroc comme pays d'accueil de la COP22. C'est donc à juste titre que l'environnement et le climat, ont été les maîtres mots d'un bon nombre de publications dans l'axe *Agriculture, Environnement et Sécurité alimentaire*. Les cinq grandes priorités de la COP22 ont fait l'objet d'une vue d'ensemble éclairée et éclairante offerte par **Laura El-Katiri** dans le *Policy Brief* « *The Road to Marrakech: Key Issues for COP22* ». Dans le même sillage, **Carole Mathieu** a insisté sur l'entre-deux COP, notamment sur la nécessité de briser les hésitations et d'aboutir à plus de concret dans son *Policy Brief* « *From COP21 to COP22: Keeping the Momentum* » où elle lance un appel fort pour intégrer l'énergie dans le traitement des problématiques du climat et de l'environnement.

L'agriculture, moteur de croissance au Sud !

Eau, énergie et alimentation : un trio vital pour le développement !

Le Nexus Eau-Énergie-Alimentation est devenu ces derniers temps l'un des sujets les plus déterminants pour la sécurité alimentaire, énergétique et en eau. En effet, dans un contexte caractérisé par des disparités immenses surtout en termes de disponibilité des ressources primaires, les pays du sud

doivent obligatoirement optimiser l'utilisation de leur capital naturel et humain pour assurer une croissance durable de leur économie, spécialement celle du secteur agricole. Conscient de l'ampleur du phénomène, OCP Policy Center a orienté ses réflexions vers la compréhension des différents concepts reliés à cette thématique et a fait émerger une multitude de publications dans le domaine. Le livre « *The Water-Energy-Food Nexus in the Middle East and North Africa* » édité par **Martin Keulertz** et **Eckart Woertz**, traite les pays de la région MENA selon une approche interdisciplinaire intégrant les aspects économiques, sociaux et environnementaux ainsi que les contours politiques du fonctionnement du Water-Energy-Food Nexus. Ainsi, il fournit les analyses nécessaires à la prise de décision afin d'assurer un développement durable de ces pays contrastés en termes de disponibilité en eau.



Système de production agricole et durabilité : des leçons à apprendre !

Il est indéniable que la durabilité des systèmes de production ne dépend pas seulement de la quantité des ressources disponibles, mais aussi du modèle de développement agricole

ainsi que du mode de production adopté par les agriculteurs. Les pratiques agricoles, le cadre institutionnel et les politiques agricoles sont considérés comme étant des facteurs déterminants de la production agricole. A ce titre, il est important de noter qu'il existe des précédents de modèles réussis dont l'Afrique devrait tirer des leçons pour améliorer sa production. Le *Policy Brief* de **John Wilkinson** « *Agricultural Models and Best Practices from Brazil and Southern Cone: Lessons for Africa* » a proposé de s'inspirer du modèle du Brésil qui se base essentiellement sur deux piliers. Le premier étant l'intensification de l'agriculture à travers l'insertion dans un marché international dynamique et l'évolution vers un nouveau modèle organisationnel. Le deuxième étant la réinsertion de l'agriculture familiale dans les marchés institutionnels locaux. Il s'agit en effet, d'un document d'orientation qui fournit une analyse de l'expérience brésilienne en prenant en considération plusieurs mesures notamment l'investissement dans l'agriculture, la réforme foncière et les facilités de financement.

Qu'en est-il des échanges des produits agricoles ?

L'intégration du marché international figure parmi les conditions nécessaires pour assurer un développement agricole durable et performant. Cependant, il existe des facteurs qui entravent cette intégration commerciale, comme c'est le cas de la communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. **Tharcisse Guèdègbé**, dans son *Policy Brief* intitulé « *Facilitating Food Trade within ECOWAS* », a mis en évidence que la fluidification des échanges entre ces pays est

tributaire d'une bonne politique tarifaire et non tarifaire ainsi que de l'état des infrastructures et d'une logistique performante.

L'agriculture marocaine en plein dynamisme !

Au Maroc, l'agriculture joue un rôle très important. Elle est considérée comme étant le moteur de la croissance économique avec une contribution au PIB de l'ordre de 14%. Elle constitue aussi un réservoir important pour l'emploi puisqu'elle absorbe environ 40% de la main d'œuvre totale employée. Conscient de l'importance du secteur agricole, le Maroc a entrepris plusieurs politiques afin de promouvoir la production agricole et garantir la sécurité alimentaire du pays. Plusieurs questions se sont posées dans ce domaine parmi lesquelles on retrouve celles qui traitent les coûts énergétiques de la politique d'irrigation au Maroc. **Mohammed Rachid Doukkali** a traité le sujet dans son article intitulé « *Energy cost of irrigation policy in Morocco: a social accounting matrix assessment* » et a évalué les coûts de l'énergie et de l'irrigation au Maroc en utilisant la matrice de comptabilité sociale. A travers cette évaluation, l'auteur a montré que la politique d'irrigation au Maroc, qui vise essentiellement l'économie de l'eau à travers l'utilisation des techniques d'irrigation les plus efficaces, a augmenté la consommation de l'énergie ce qui a alourdi la facture énergétique. L'article a été publié dans le livre *The Water-Energy-Food Nexus in the Middle East and North Africa* ».

The background is a solid blue color with a pattern of thin, white, overlapping circles of various sizes and positions, creating a complex, web-like or cellular structure.

STIMULATE

PUBLIC POLICY SCHOOL



Depuis son lancement en 2015, la Public Policy School s'est fixée comme objectif l'organisation de formations pointues au profit des cadres au sein des institutions relevant aussi bien du secteur public que privé. La Public Policy School s'appuie sur les activités de recherches, les publications et le réseau d'experts du centre pour développer des programmes pertinents, répondant au mieux aux besoins et aux préoccupations des « policy makers ». Elle vise le renforcement des capacités analytiques et l'amélioration des processus de prise de décision au sein des institutions cibles dans des disciplines à caractère stratégique portant principalement sur :

L'Analyse Economique et le Management

La Géopolitique et les Relations Internationales

L'Economie de l'Agriculture et de l'Environnement

L'Economie et la Finance des Matières Premières

Guidée par les orientations d'OCP Policy Center, l'approche pédagogique retenue pour la formation « Executive » de la Public Policy School est centrée sur les politiques publiques. Ce choix est conforté par la forte conviction que la formation du capital humain et le renforcement des compétences dans les domaines précités constituent un facteur déterminant dans l'amélioration des processus de prise de décision, dans la formulation des politiques publiques et dans leur implémentation. A travers cette activité, la Public Policy School vise également la promotion de la recherche, l'échange et le partage du savoir. La Public

Policy School se positionne ainsi comme un pont entre le monde universitaire et la sphère de la décision économique au sein de l'administration publique et du secteur privé.

Entre formations de longue durée « Advanced Training » et formations de courtes durée « Thematic courses », la Public Policy School mobilise aujourd'hui un réseau de professeurs et d'experts affiliés à des institutions prestigieuses et à des universités de renommée mondiale. Les participants aux différents cycles de formation ont ainsi l'opportunité de se frotter à une expertise de haut niveau au plan international. La qualité

des formations dispensées a pour but non seulement le perfectionnement des savoirs dans les thématiques choisies mais également l'amélioration des capacités d'analyse et de synthèse permettant une meilleure approche des politiques publiques.

La Public Policy School constitue aujourd'hui une antenne à rayonnement national à travers ses programmes de formations diversifiés qui portent sur des thématiques récentes, en phase avec les axes de recherche stratégiques d'OCP Policy Center et en lien avec le nouvel environnement économique et social du Maroc tant au niveau local, régional qu'international.

LA PUBLIC POLICY SCHOOL EN PERPÉTUELLE ÉVOLUTION



LA PUBLIC POLICY SCHOOL EN 2016



1200 Heures

D'enseignement en présentiel alimentées par des travaux de recherche et des études de cas.



40 Cours

Combinant approches théoriques et pratiques afin de développer chez les participants une expertise adaptée aux problématiques rencontrées dans leurs champs d'intervention.



291 Participants

Constitués de cadres supérieurs, de doctorants et de professeurs- chercheurs, souhaitant tous se doter des instruments nécessaires à l'élaboration des politiques publiques.



46 Institutions

Dont 65% du secteur public, 26% du secteur privé et 9% des Universités.



35 Intervenants

De renommée mondiale, réunissant académiciens, experts et professionnels.



” Témoignages



Souad NASSIR

Responsable Gestion de l'Energie - Office National de l'Eau et de l'Electricité

Advanced Training in Commodity Economics and Finance

: Le programme “Economie et Finance des Matières Premières” dispensé par la Public Policy School est exactement ce dont j’avais besoin pour développer mes performances professionnelles en tant que Responsable de la Gestion de l’Energie à l’Office National de l’Eau et de l’Electricité. C’est un programme riche et bien structuré où nous avons la chance de profiter de l’expertise de plusieurs professeurs et spécialistes de grand calibre. Je suis vraiment reconnaissante à OCP Policy Center pour m’avoir donné cette occasion !!!



Mohammed Hanafi

Président de section à la chambre de vérification et de jugement des comptes - Cour des Comptes

Advanced Training in Economic analysis and Management

: A la Public Policy School, la formation est un métier assuré par de vrais professionnels tant au niveau des programmes qu’au niveau de l’organisation. Les conditions de déroulement des formations sont idéales et encouragent le partage d’expérience entre les participants et la possibilité de nouer des relations nouvelles. Faire partie des élus bénéficiant de la Public Policy School, c’est faire partie d’une équipe performante. Merci encore une fois pour les grands efforts déployés et bravo à toute l’équipe qui veille au bon déroulement des formations.



Zita Ndong Afang

Doctorante - Université Hassan II de Casablanca

Advanced Training in Geopolitics and International Relations

: Pour une première expérience en matière de Think Tank, la « Public Policy School » d’OCP Policy Center se montre performante dans le large éventail des formations qu’elle propose. En tant que Chercheuse en Droit international, j’ai l’opportunité de participer à la formation en « Géopolitique et Relations Internationales », qui se révèle fort indispensable à la poursuite de mon projet de recherche et dont le caractère bilingue s’inscrit dans une approche d’interdisciplinarité. En amont de tout ceci, la « Public Policy School » doit sa haute qualité de formation à l’excellence de ses éminents formateurs sélectionnés sur la base de leurs compétences et de leurs expertises reconnues à l’échelle internationale. Enfin, la Public Policy School, c’est aussi un encadrement et un environnement propice aux échanges d’expériences et au développement connaissances dans une ambiance chaleureuse et constructive.



Nihal Issari

Responsable Performance Chimie - OCP Group

Advanced Training in Agricultural Economics and Environment

: Bénéficier des formations de la Public Policy School est une expérience unique en son genre. Les cours y sont dispensés par un corps professoral de grande qualité dont l’expertise est reconnue mondialement, vous permet de faire le tour sur des questions pointues tout en favorisant le débat et l’esprit critique. Aussi, je tiens à saluer l’hospitalité et la serviabilité de l’équipe qui veille à l’organisation et au bon déroulement des formations. Enfin, la Public Policy School m’a permis de nouer de nouvelles relations et d’enrichir mon réseau professionnel. La Public Policy School est pour moi un exemple à suivre dans le domaine de la formation continue.

THE YOUNG PROFESSIONALS NETWORK: DES INITIATIVES POUR IMPACTER LES JEUNES À TOUS LES STADES



En 2010, 70% de la population de l'Afrique était âgée de moins de 30 ans, et un peu plus de 20% étaient des jeunes de 15 à 24 ans. L'accélération de la transformation économique de l'Afrique et la stimulation du développement devraient se traduire par une véritable création d'emplois et par conséquent la mise en valeur de l'atout démographique... La réalisation du plein potentiel du continent implique la canalisation de l'énergie de ces jeunes populations, à travers des plateformes pérennes et interconnectées qui favorisent les partenariats, le leadership, le plaidoyer, le dialogue, et l'épanouissement professionnel. Lorsqu'on leur donne la possibilité de réaliser leurs projets, les jeunes deviennent de véritables initiateurs entreprenants, des preneurs de risques, des personnes capables de résoudre les problèmes, et des innovateurs qui défient les cadres existants en portant des

visions dynamiques pour leurs communautés. Dans ce contexte, OCP Policy Center s'efforce de donner à la nouvelle génération des jeunes leaders qu'ils soient étudiants, jeunes en quête de connaissance, entrepreneurs innovateurs, fonctionnaires engagés, acteurs du secteur privé, agents bénévoles du changement, ou acteurs des médias, la possibilité de renforcer le potentiel de l'Atlantique Sud. Cette démarche est fondée sur des initiatives concrètes visant à mettre en valeur leurs compétences, à les sensibiliser aux problèmes actuels de leurs régions, et à créer des liens et des réseaux avec leurs pairs.

Le Réseau des jeunes professionnels d'OCP Policy Center vise principalement à promouvoir l'esprit d'entreprise, l'innovation, et l'engagement. Ce réseau s'efforce d'aider les étudiants diplômés et les jeunes cadres dans le

développement de leur carrière, par le biais du Club de bénévolat et du Programme de stages, et d'intégrer les professionnels en milieu de carrière, à travers le Programme des Leaders Émergents/Atlantic Dialogues, dans des réseaux internationaux afin de propulser leurs projets et leurs partenariats.

Tenant compte de notre engagement à donner, à la prochaine génération de dirigeants, la possibilité de renforcer le potentiel de l'Atlantique Sud, nous offrons donc un large éventail d'initiatives de réseautage aux dirigeants des secteurs de l'entreprise, du gouvernement, et des ONG. Les initiatives que nous proposons se déclinent comme suit: **Leaders émergents des "Atlantic Dialogues" (23 à 35 ans), Programme de stages d'été (23 à 27 ans) et Club de bénévolat (30 ans et moins).**

ATLANTIC DIALOGUES EMERGING LEADERS PROGRAM: LÀ OÙ LES IDÉES ET LES PROJETS FLEURISSENT AU DELÀ DES FRONTIÈRES ET DES CULTURES

La cinquième édition du Programme Atlantic Dialogues **Emerging Leaders** s'est tenue à Marrakech du 11 au 16 décembre pour soutenir et conforter l'idée selon laquelle le changement des mentalités et l'affirmation d'une vision atlantique ne peuvent être renforcés que si la nouvelle génération de leaders prend place à la table, pour bousculer les perspectives établies et faire avancer les débats. À cette fin, ce Programme entretient un réseau unique qui transcende les générations, les continents, et les cultures, dans le but de stimuler le dialogue entre générations au sein de la Conférence et bien au-delà, par la création d'une vaste communauté interconnectée de professionnels qui se distinguent dans leurs domaines respectifs. Une quarantaine de professionnels prometteurs en milieu de carrière se sont engagés dans un programme adapté avant de se joindre à la Conférence des **"Atlantic Dialogues"** en tant que participants à part entière.

À chaque édition, de jeunes leaders de l'ensemble du bassin atlantique sont invités à postuler pour le Programme des leaders émergents/Atlantic Dialogues pour une période de deux mois. Ces jeunes, âgés de 23 à 35 ans, font preuve de leadership et d'initiative dans leurs domaines, sont désireux de contribuer au façonnement de l'agenda régional et mondial en politique, en finance, en affaires, en société civile

et dans bien d'autres domaines, ambitionnent de se mettre en réseau avec leurs pairs et des personnes plus âgées et s'évertuent à favoriser et à renforcer des liens à travers l'Atlantique.

Cette année, le Programme a reçu un nombre record de demandes:

près de 1500 (contre 800 en 2015), ce qui reflète la visibilité croissante de ce réseau de jeunes professionnels au cours de la Conférence et au-delà, et confirme le besoin pour de telles plateformes.

Au cours de cette édition, une session de réseautage leur a permis de réunir dix d'entre eux qui se sont portés volontaires pour pitcher leurs projets et recueillir un feedback d'un groupe multiculturel. Les résultats ont été positivement surprenants, puisqu'ils se sont engagés immédiatement dans un remue-méninge autour de leurs idées de partenariat. À titre d'exemple :

Clarissa Rios du Pérou (scientifique et fondatrice d'une ONG dédiée au développement social et à l'autonomisation des femmes) a invité Jessica Gottsleben des États-Unis à exporter vers l'Amérique latine son projet #lamanambassador qui vise à amener les jeunes femmes à s'intéresser à la politique.

Emil Chireno, de la République Dominicaine, a proposé à Lea Metke de France de développer ensemble un réseau de jeunes professionnels pour travailler sur les questions de migration.

Megha Agharwal a proposé à Soufiane Khebbaz du Maroc d'exporter en Inde le projet de narration numérique qu'il a réalisé à Casablanca.



Dans le cadre de ce Programme, les jeunes leaders se sont engagés dans des débats avec un public de haut niveau et des leaders du monde académique et des médias, et ont participé à une immersion à l'Université Polytechnique Mohamed VI où ils ont assisté à des ateliers sur le développement du leadership et les écosystèmes entrepreneuriaux et d'innovation, animés par d'éminents penseurs.

*Atlantic Dialogues 2016
« Penser l'impensable »
Panel de clôture animé par
Nik Gowing,
mettant en vedette*

*Obajide Rotilu
(Nigéria),*

*Jessica Gottsleben
(USA),*

*Youssef Kobo
(Europe/Maroc),*

*Salem Afeworki
(Chili/Ethiopie).*

*Ces jeunes conférenciers ont
été élus par leur pairs pour
les représenter au mieux
durant ce dernier débat.*



Le Programme a également poursuivi l'objectif de renforcer leur visibilité auprès de dirigeants de haut niveau et de favoriser la pensée originale et audacieuse pendant la Conférence. À cet égard, le groupe du Programme des leaders émergents de l'édition 2016 a occupé une place plus importante dans l'ordre du jour de la Conférence "Atlantic Dialogues" de cette année, en prenant part à 15 panels, mais aussi en animant la dernière séance plénière. Cela a donné aux participants une occasion unique de vivre un véritable dialogue intergénérationnel.

Consacré au thème "Penser l'impensable", le dernier panel de la Conférence "Atlantic Dialogues" de 2016 a été animé par Nik Gowing et a vu la participation de Obajide Rotilu (Nigeria), Jessica Gottsleben (USA), Youssef Kobo (Europe/Maroc), et Salem Afeworki (Chili/Éthiopie), tous des leaders émergents élus par leurs pairs pour les représenter au mieux durant ce débat.

Les leaders émergents ont été choisis par un comité de sélection, composé de cadres du German Marshall Fund des États-Unis et

“Si je semble devenir un penseur critique, et si vous vous demandez comment je parviens à penser ce que vous considérez comme étant impensable, c'est parce que j'apprends à penser l'impensable avec Nik Gowing. Si je semble mieux inspiré qu'auparavant, c'est grâce à ceux qui inspirent les jeunes leaders émergents et que j'ai rencontrés à l'occasion de ce Programme. L'amitié durable que nous avons établie entre nous, futurs dirigeants, est la raison pour laquelle je me comporte comme si le monde m'appartient. En bref, il ne serait aucunement exagéré de dire que le Programme "Atlantic Dialogues Emerging Leaders" a fait de moi un meilleur professionnel à bien des égards.”

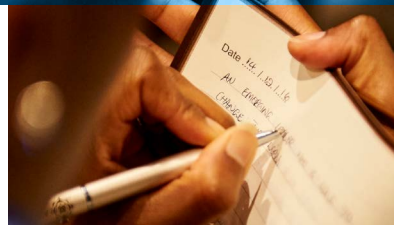
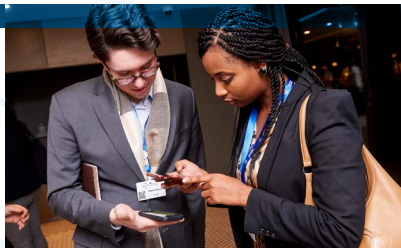
Fitsum Girma, Agent du service extérieur, Ministère éthiopien des Affaires étrangères.

d'OCP Policy Center. Le comité a évalué leurs demandes sur la base de critères liés à leurs réalisations professionnelles, leur potentiel

de leadership, leurs centres d'intérêt, et leur contribution éventuelle aux "Atlantic Dialogues". Ce processus de sélection avait pour but de parvenir à un équilibre sectoriel tout en respectant la représentativité régionale et la parité Homme/Femme :

38% d'Afrique, 22% d'Europe, 19% d'Amérique du Nord, 12% d'Amérique latine, 7% des Caraïbes, 48% de femmes, 52% d'hommes.

Comme le processus de sélection visait à atteindre un certain équilibre sectoriel, la cohorte a représenté un groupe diversifié d'entrepreneurs, de dirigeants de projets de la société civile, de conseillers, de chercheurs dans les domaines des politiques publiques, de la culture, et du développement du secteur privé, entre autres. Intégrée dans la conception du Programme, cette diversité a favorisé des échanges fructueux et des liens durables, enrichissant de la sorte notre communauté, déjà forte de **180 anciens leaders émergents.**



PROGRAMME DE STAGES D'ÉTÉ

Des opportunités exceptionnelles pour l'épanouissement intellectuel et professionnel des jeunes



L'OCP Policy Center offre des stages à plein temps, de 3 à 6 mois, aux étudiants de niveau avancé et aux nouveaux diplômés qui souhaitent acquérir une expérience pratique dans les domaines de la recherche, de l'organisation d'événements, et de gestion de projets. Les stagiaires sont encadrés et leurs activités peuvent varier: travaux de recherche, élaboration d'ébauches de rapports, compilation de données statistiques, tâches administratives, assistance à la gestion d'événements et de médias, gestion de projets, etc.

Nous cherchons généralement des étudiants spécialisés dans des branches pertinentes liées aux domaines de recherche du Think Tank, telles que l'économie, les relations internationales, la finance, l'agriculture, les sciences politiques, ainsi que d'autres domaines du management.

Nos stagiaires disposent pleinement de l'accès à des séminaires de recherche, des tables rondes, des ateliers, et des groupes de discussion organisés par OCP Policy Center et ses partenaires, outre des conférences sur un large éventail de questions émergentes qui revêtent une importance cruciale pour l'entreprise et les intérêts stratégiques au Maroc, et plus généralement sur le continent africain.



John Odera, Etudiant Kenyan
Stagiaire à OCP Policy Center durant l'été 2016

“J'ai gardé de bons souvenirs d'OCP Policy Center dont la plupart se rapportent au fait que le centre ne ressemble en rien aux bureaux hiérarchiques traditionnels, il est organisé de manière plus horizontale... Au cours des quelques mois que j'ai passés à OCP Policy Center, trois conférences de haut niveau y ont été organisées. Je devais prendre des notes et rédiger les mémoires des intervenants. J'ai rencontré des gens importants dans le monde des politiques publiques, dont les intérêts étaient très variés. A titre d'exemple, j'ai eu l'honneur d'échanger avec le Président de la Bourse de l'île Maurice, ainsi qu'avec des représentants de prestigieux Think Tanks en Europe et au Maghreb, pour n'en citer que quelques-uns. En termes d'épanouissement personnel, je me suis rendu compte que ce sont les zones d'ombre qui rendent la politique à la fois intéressante et stimulante. Avant de travailler à OCP Policy Center, j'avais l'impression d'avoir des réponses à la plupart des questions qui troublaient le monde alors que ce n'était pas évident. Le fait de lire des articles stratégiques très détaillés et d'assister à des débats où la plupart de mes notions étaient remises en question, m'a permis de m'épanouir intellectuellement. J'en suis venu à appréhender le monde sous un regard tout à fait différent, pour mieux comprendre les conflits de la géopolitique, et saisir davantage la théorie qui régit les relations internationales et les politiques transnationales.”

CLUB DE BÉNÉVOLAT: PROPULSER LES ÉTUDIANTS ET LES JUNIORS DANS LA VIE ACTIVE

À travers les expériences de bénévolat, l'OCP Policy Center offre aux étudiants et aux jeunes professionnels hautement motivés l'opportunité d'une immersion directe dans les grandes conférences organisées au Maroc avec les différents partenaires internationaux du Think Tank. Les bénévoles font partie intégrante de la réussite de nos manifestations et acquièrent une expérience directe dans l'organisation d'événements de haut niveau sur le plan opérationnel.

En 2016, près de 120 bénévoles ont été sélectionnés suite à un appel à candidatures pour bénéficier de l'opportunité de travailler en étroite collaboration avec l'équipe. Nos bénévoles sont des étudiants universitaires et des jeunes professionnels en début de carrière qui manifestent de l'intérêt pour nos domaines de prédilection et qui sont désireux d'apprendre par l'expérience sur le terrain.



APPELS À CONTRIBUTION

Engagé à promouvoir l'esprit de la recherche sur le plan national, OCP Policy Center ne se contente pas uniquement d'animer le monde de la recherche scientifique à travers la publication de travaux analytiques moyennant son réseau d'experts réputés, mais s'efforce constamment à élargir le spectre de la publication et mettre à disposition des jeunes chercheurs ou de toute autre personne intéressée à exposer ses travaux au grand

public une plateforme à même de valoriser leurs réflexions. Dans ce sens, OCP Policy Center lance régulièrement des appels à contribution sur des thématiques transverses économiques ou géopolitiques, en s'appuyant sur des partenaires locaux issus du monde universitaire ou d'institutions de renommée internationale, à l'image du Fonds Monétaire International (FMI) ou de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations-Unies

(UNECA). Ces initiatives visent également à constituer un socle de savoir sur les mécanismes de fonctionnement de la sphère économique et du monde géopolitique dans les pays en développement en général, et le Maroc en particulier. Ainsi, OCP Policy Center reste ancré sur son engagement à faire de la connaissance un bien public, en contribuant à alimenter les débats et à croiser les réflexions parfois divergentes.

Equilibres externes, compétitivité et processus de transformation structurelle de l'économie marocaine

20 Février, 2016

Quantitative Tools to Understand and Forecast Commodity Markets

30 Juin, 2016

« Industrialisation » en Afrique: vers de nouveaux modèles de croissance ?

5 Septembre, 2016

Special Issue of Open Economies Review on Global Labor Markets

1 Novembre, 2016



The background is a solid blue color with a pattern of white, overlapping circles of various sizes and positions, creating a complex, geometric design.

BRIDGE

PANORAMA DE NOS ÉVÈNEMENTS

En tant que plateforme de partage, d'échange et de débat ouvert et constructif, OCP Policy Center a organisé et pris part, en 2016, à plus d'une soixantaine d'évènements.

Pour partager les fruits de ses recherches, de ses analyses et de ses publications avec la sphère décisionnelle et contribuer ainsi à l'élaboration des politiques publiques à l'échelle nationale, OCP Policy Center a organisé plusieurs présentations au sein de **15 institutions marocaines**. Ces présentations ont été assurées par des experts nationaux et internationaux autour de thématiques structurelles et d'actualité liées aux grands enjeux socio-économiques de portée locale, régionale et mondiale.

Pour échanger et débattre sur des problématiques complexes et stratégiques, OCP Policy Center a abrité dans ses locaux **21 évènements**, dont plusieurs Tables Rondes, séminaires et Workshops. Ainsi, il a réuni et a fait rencontrer, dans son espace, des chercheurs, des penseurs et des décideurs dans un esprit de synergie et de complémentarité.

OCP Policy Center a aussi co-organisé avec le Think Tanks and Civil Societies Program (TTSCP) la toute première édition de l'« Africa Think Tank Conference » et avec le German Marshall Fund, la cinquième édition des « Atlantic Dialogues » à Marrakech. Ces deux évènements de grande envergure ont connu un franc succès et ont vu la participation de plusieurs décideurs et leaders d'opinions nationaux et internationaux.

Enfin, en tant que promoteur d'une coopération internationale fructueuse, OCP Policy Center a participé en tant que partenaire à plus de **25 conférences internationales** de grande envergure.



NOS ÉVÈNEMENTS LES PLUS MARQUANTS

ATLANTIC DIALOGUES 2016

Changer les mentalités : stratégies pour un espace atlantique en transition - 14 au 16 Décembre - Marrakech



- (1) **Mostafa Terrab**, Président Directeur Général - OCP Group
- (2) **Karen Donfried**, Présidente - German Marshall Fund of the United States
- (3) **Edward Scicluna**, Ministre des Finances - Malte
- (4) **Hubert Védrine**, Ancien Ministre des affaires étrangères - France
- (5) **Thierry De Montbrial**, Président fondateur de l'Institut Français des Relations Internationales
- (6) **Cheikh Tidiane Gadio**, Ancien Ministre des affaires étrangères - Sénégal
- (7) **Ian Lesser**, Vice président - German Marshall Fund of the United States
- (8) **Peter Pham**, Directeur - Centre Africain de l'Atlantic Council
- (9) **Moubarack Lo**, Conseiller économique auprès du Premier Ministre - Sénégal
- (10) **Otaviano Canuto Dos Santos Filho**, Directeur Exécutif - Banque Mondiale et Senior Fellow, OCP Policy Center
- (11) **Yves Jégourel**, Professeur agrégé en finance, Université de Bordeaux et Senior Fellow, OCP Policy Center
- (12) **Alfredo da Gama e Abreu Valladao**, Professeur, Sciences Po Paris et Senior Fellow, OCP Policy Center
- (13) **Landry Signé**, Membre du Centre d'études africaines de l'Université de Stanford et Senior Fellow, OCP Policy Center.

L'OCF Policy Center a organisé conjointement avec le German Marshall Fund des États-Unis la cinquième édition de la Conférence Internationale "The Atlantic Dialogues" du 14 au 16 décembre à Marrakech. Cet événement d'envergure a réuni plus de **300 invités** de haut niveau, venus de plus de **40 pays** des deux rives de l'Atlantique, mais aussi d'autres espaces ayant un regain d'intérêt pour l'Atlantique.

Organisée autour du thème "**Changer**

les mentalités: stratégies pour un espace atlantique en transition", l'édition 2016 a constitué l'occasion pour la Conférence "Atlantic Dialogues" de cimenter son rôle dans le rééquilibrage du débat, avec une plus grande inclusion des voix du Sud. En effet, **55% des participants sont venus d'Afrique et d'Amérique latine**, avec la présence d'anciens présidents issus des deux régions, à savoir le Président Obasanjo du Nigeria et le Président Duhalde de

l'Argentine. Les discussions ont porté sur les sujets d'intérêt pour cet important espace géopolitique, tels que **le développement, la sécurité, l'investissement, le climat, et la nature changeante des sociétés**. Le meilleur moyen de mettre en évidence le contenu de certains débats serait de citer les propos des éminents penseurs qui ont assisté à l'édition 2016 des "Atlantic Dialogues" :



Carlos Lopes, Ancien Secrétaire exécutif de l'UNECA: "...d'un point de vue africain, il y a trois types de perturbations que nous vivons aujourd'hui. La première perturbation [...] est démographique. C'est en fait une perturbation qui est en faveur de l'Afrique parce que nous allons disposer du gisement mondial de la jeunesse... (Ndlr: la seconde et la troisième perturbations sont d'ordre technologique et financier)".



Eduardo Duhalde, Ancien Président de l'Argentine: "... Nous estimons que les grandes richesses dont disposent les pays du bassin atlantique doivent être mises en avant pour stimuler la croissance. Et c'est là que je crois que mon pays, en particulier, s'ouvrira à l'Afrique et créera d'importantes relations avec les pays de ce continent."



Paulo Portas, Ancien Premier ministre du Portugal: "... Personnellement, je pense que l'Afrique pourrait et devrait représenter pour la croissance mondiale ce que l'Asie a représenté dans le dernier quart du 20^{ème} siècle et au début du 21^{ème}. Si, et seulement si- avec deux "si"- il y a la stabilité politique et la stabilité juridique, nous aurons donc mis en place les conditions pour attirer l'énorme potentiel".



Olusegun Obasanjo, Ancien président du Nigeria: "... nous [les Africains] devons être les auteurs du développement de l'Afrique et nous devrions nous mettre au volant".



Adam Posen, Président de l'Institut Peterson: "Si vous voulez parler de ce qui favorise l'inégalité, c'est que partout dans les économies développées et bien d'autres pays, l'augmentation des salaires est restée largement inférieure à celle de l'activité économique et de la productivité alors que la part de la rémunération du facteur capital est en nette augmentation."

AFRICA THINK TANK CONFERENCE 2016

Du 2 au 4 mai 2016 - Marrakech, Maroc



L'OCP Policy Center, la Commission Économique pour l'Afrique, et le Think Tanks and Civil Societies Program de l'Université de Pennsylvanie (TTCSP) ont organisé conjointement le "Sommet Africain des Think Tanks" du 2 au 4 mai.

Organisée sous le thème **“Vers un avenir**

durable et sûr pour les populations et les institutions d'Afrique”, la Conférence a réuni **85 grands Think Tanks de 45 pays et plus de 120 participants** pour discuter de questions pertinentes, tant pour les Think Tanks que pour les pays africains dans leur ensemble.

De nos jours, dans un monde marqué par

son interconnectivité et son interdépendance, les pays africains se doivent de travailler en collaboration par-delà les frontières nationales, afin non seulement d'identifier les grands problèmes mondiaux, mais aussi de leur trouver des solutions. Placé au cœur même du Sommet Africain des Think Tanks, le dialogue favorise les idées et les solutions communes.

C'est pourquoi M. James Mc Gann, directeur du TTCSP, a déclaré:

“Cette manifestation est la troisième et la plus importante réunion de Think Tanks qui soit organisée en Afrique. Elle permettra l'élaboration de stratégies et le développement de partenariats spécifiques avec d'autres Think Tanks et des gouvernements à travers le continent en vue d'élaborer des stratégies pour des institutions durables, au service de la société civile et des gouvernements à travers le continent”.

Les débats de la conférence ont abordé diverses thématiques, telles que les préparatifs à la COP22, l'importance de la bonne gouvernance et de la solidité des institutions pour assurer un développement durable du continent africain. Les participants ont également discuté du soutien que les Think Tanks peuvent apporter aux décideurs, aux influenceurs et aux populations de l'Afrique face à certains défis communs, tels que la réalisation des objectifs du développement durable ou le renforcement de la capacité des pays à parvenir à des accords de libre-échange qui leur soient bénéfiques, notamment dans le cas de la

Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC). Les Think Tanks peuvent ainsi aider les pays à améliorer leur capacité de collecte des données, leurs méthodologies et indicateurs, en fournissant aux négociateurs une formation et des outils adaptés.



SEPT ANS APRÈS LA CRISE: REGARDS CROISÉS

30 mars - 1er avril 2016 - Rabat, Maroc



OCP Policy Center et Bruegel, en partenariat avec la Fondation San Paolo ont organisé une table ronde à Rabat le 1er avril 2016 sous le thème "Sept ans après la crise: Regards croisés".

L'objectif de cette initiative conjointe est de mettre en place une plateforme de dialogue ouvert et constructif autour des politiques entre les économies émergentes de la région MENA, d'une part, et les économies avancées, d'autre part.

Compte tenu de l'évolution permanente de l'économie mondiale, les organisateurs sont convaincus qu'une telle plateforme d'échange et de débat favorisera le partage des expériences entre les leaders éclairés de la pensée économique du Nord et du Sud. Cette rencontre a abouti à la publication d'un livre-rapport intitulé " [Seven Years after the Crisis: Intersecting Perspectives](#) ". Rassemblant quatre documents traitant de problématiques spécifiques.

Dans le premier document intitulé «Le chômage des jeunes dans la région méditerranéenne et ses implications à long terme», écrit par **Nuria Boot**, **Karen E. Wilson** et **Guntram B. Wolff**, l'accent est mis sur la corrélation entre le chômage des

jeunes dans la région méditerranéenne et les conséquences que cela induit en Europe dans son ensemble.

Dans le second document intitulé «L'énergie à travers la Méditerranée: appel au réalisme», **Simone Tagliapietra** et **Georg Zachmann**, conseillent à l'Union européenne de tirer les enseignements de deux décennies de tentatives improductives de coopération régionale.

Dans la troisième document intitulé «Le défi non satisfait de l'interdépendance dans l'espace UE-MENA: une vue du Sud», **Karim El Aynaoui**, **Uri Dadush**, **Karim El Mokri** et **Rim Berahab** examinent les relations bilatérales entre l'Europe et le monde arabe, notamment en ce qui concerne le commerce, les migrations, les investissements et l'énergie.

Abdelaaziz Ait Ali et **Yassine Msadfa** quant à eux, ont utilisé deux méthodes pour analyser le rythme de la transformation structurelle au Maroc dans un document intitulé « [La politique industrielle, les changements structurels et la participation des chaînes de valeur mondiales: une étude de cas du Maroc, de la Tunisie et de l'Égypte, Tunisie et Égypte.](#) »



(1) **Iñigo Fernandez de Mesa**, Secrétaire d'Etat à l'Economie - Espagne, (2) **Guntram B. Wolff** Directeur, Bruegel, (3) **Edward Scicluna**, Ministre des Finances de Malte et (4) **Ahmed Rahhou**, Président, Affaires Economiques et Projets Stratégiques, Conseil Economique Social et Environnemental (CESE).

TRANSITION ENERGETIQUE POST-COP21

8-9 September 2016 - Marrakech, Maroc



Le Fonds Monétaire International (FMI), le Center of Global Economic Governance (CGEG), affilié à la prestigieuse Columbia University's School of International and Public Affairs, et OCP Policy Center ont conjointement organisé un séminaire de haut niveau soutenu par le Comité Scientifique de la COP22 sous le thème «The Energy Transition, NDCs, and the Post-COP21 » les 8 et 9 septembre 2016 à Marrakech.

Ce séminaire a connu la participation d'éminents experts à l'instar de Maurice Obstfeld, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, Rabah Arezki, Senior Fellow à OCP Policy Center

et Chef de la Commodity Unit au FMI, Jan Svejnar Directeur du CGEG, Patrick Bolton, Professeur à Columbia University et Martin Weitzman, Professeur à Harvard University. Ces derniers, et bien d'autres issus d'organisations internationales, d'instituts de recherche et d'universités ainsi que des professionnels de la sphère politique et du monde des affaires se sont joints à cette manifestation afin de contribuer aux discussions touchant au réchauffement climatique et aux actions à mettre en place pour réduire ses effets néfastes.

Les discussions se sont organisées autour de quatre grands axes : La Transition

Energétique et ses conséquences, la Tarification du Carbone, la Gestion des Incertitudes Climatiques et l'Implémentation des Accords sur le Climat. Les experts ont également abordé la question de l'agenda post COP21 et celle relative à la finance climatique, qui s'impose comme l'une des solutions clés de lutte contre le changement climatique.

Ce séminaire marque la première collaboration avec le Center of Global Economic Governance (CGEG) et le Fonds Monétaire International (FMI) sur des questions liées à l'énergie.



STRATÉGIES DE CONTENU LOCAL DANS LES SECTEURS EXTRACTIFS : VISION POUR LES NOUVEAUX PAYS PRODUCTEURS

5 - 6 Septembre 2016 - Rabat, Maroc



Le Centre Africain des Ressources Naturelles de la Banque Africaine de Développement, Le Centre du Roi Abdullah des Etudes et Recherches Pétrolières (KAPSARC) et OCP Policy Center ont organisé un Colloque international sous le thème : « Stratégies de Contenu Local dans Les Secteurs Extractifs : vision pour les nouveaux pays producteurs » le 5 et 6 Septembre 2016 à Rabat. Les 40 experts internationaux qui ont participé à cet évènement ont pu, tout au long de deux journées, approfondir la réflexion, partager

leurs expériences et faire part de leurs points de vue respectifs quant aux meilleures stratégies de contenu local en Afrique à même de permettre une meilleure extraction des matières premières en Afrique créatrice de valeur et d'emplois et génératrice d'une croissance inclusive.

Après une revue générale pour dresser le contexte de cette conférence, les panélistes de la première session ont abordé la réglementation des secteurs extractifs. Le deuxième panel était consacré aux meilleures approches pour aborder la

question de contenu local tout en prenant en compte les spécificités de chaque pays. Certains experts ont ensuite présenté, lors de la troisième session, quelques études de cas pour mettre en avant certaines expériences probantes. Enfin les participants ont débattu les moyens de faire des stratégies de contenu local un outil capable de permettre à un secteur extractif d'être un catalyseur de croissance et un vecteur de développement, et non une simple source de revenus pour les nouveaux pays producteurs.



(1) **David Hobbs** - Directeur de la recherche à KAPSARC

(2) **Rabah Arezki** - Senior Fellow à OCP Policy Center et Chef de la "Commodity Unit" ou FMI

(3) **Amani Abu-Zeid** - Commissaire aux Infrastructures de l'Union Africaine

ATLANTIC STRATEGY GROUP

25-27 Avril 2016 - Dakar, Sénégal



Du 25 au 27 Avril 2016, s'est tenue à Dakar, la deuxième édition de la conférence-débat « Atlantic Strategy Group » sous le thème « Une conversation atlantique sur la prospérité et la sécurité ».

Cet évènement a été co-organisé par OCP Policy Center, l'Institut Panafricain de Stratégies et le German Marshall Fund des Etats Unis (GMF).

Après une première édition réussie au Brésil en 2015, les organisateurs ont convié plus de 50 participants provenant de 20

pays différents, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe afin de discuter des questions liées à l'économie, au commerce, à la sécurité, à la gouvernance et au développement humain dans l'Atlantique Sud.

Plusieurs interventions éminentes ont été enregistrées au cours de la conférence, notamment celles de **M. Pedro Pires**, ancien président du Cap-Vert, et de **M. Mark Graham Brantley** ministre des Affaires étrangères et de l'Aviation de Saint-Kitts-et-Nevis.



- (1) **Cheikh Tidiane Gadio** - Ancien Ministre des Affaires Etrangères du Sénégal
 (2) **Karim El Aynaoui** - Directeur Général - OCP Policy Center
 (3) **Ian Lesser** - Vice-président - The German Marshall Fund of the United States
 (4) **Pedro Pires** - Ancien Président du Cap-Vert

ÉVÈNEMENTS EN MARGE DE LA COP 22

10 novembre 2016 – Marrakech

OCP Policy Center a organisé, en partenariat avec plusieurs institutions, trois évènements en marge de la COP22.



Énergies renouvelables à faible teneur en carbone : enseignements tirés des régions MENA

Le succès de l'Accord de Paris dépend non seulement de la mise en œuvre effective des contributions décidées au niveau national (COP21), mais également de l'ambition de ces contributions en concordance avec la nécessité de décarboniser l'économie mondiale. Dans cette

optique, les pays d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont consenti des efforts considérables en termes de déploiement d'énergies renouvelables, et ont fixé des objectifs ambitieux dans ce domaine pour l'avenir. Ces initiatives ont aussi permis à ces pays d'acquérir une expertise en la matière. Cette expertise peut être utile pour d'autres pays car elle présente les différentes approches de mise en œuvre tout en donnant une évaluation de leur chance de succès. Le partage de ces expériences revêt une grande importance du fait que plusieurs pays commencent à considérer les énergies renouvelables

comme une approche pertinente conduisant vers une décarbonisation des systèmes énergétiques.

C'est dans cet esprit que OCP Policy Center en partenariat avec Le Conseil des Relations entre le Monde arabe, l'Amérique latine et les Caraïbes (CARLAC) a organisé une session sous le thème « Énergies renouvelables à faible teneur en carbone : enseignements tirés des régions MENA ». Cet évènement s'est tenu en présence de plusieurs décideurs et experts en matière de déploiement des énergies renouvelables. Les discussions ont porté sur les voies futures de déploiement des énergies renouvelables pour la réalisation des objectifs de l'accord de Paris. Ces discussions ont examiné en particulier la situation dans les pays d'Amérique Latine, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Décarbonisation des réseaux électriques: progrès réalisés et défis à relever

Les objectifs climatiques fixés à Paris lors de la COP21 ne peuvent être atteints que si l'accent est mis sur la promotion de sources d'électricité à faible émission de carbone. D'une part, la production d'électricité est, à elle seule, le principal contributeur d'émissions de CO2 liées à l'énergie, et d'autre part, la demande mondiale en électricité devrait augmenter de 40% d'ici 2030. Malgré des signes encourageants tels que l'investissement record de l'an dernier dans les énergies renouvelables ainsi que la chute des coûts des technologies, la voie de la décarbonisation complète des systèmes électriques est encore longue et difficile.

Conscient de ce défi, OCP Policy Center a organisé conjointement avec l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) une session sous le thème « Décarbonisation des réseaux électriques: progrès réalisés et défis à relever » dans l'objectif de discuter des stratégies de décarbonisation de l'électricité et d'identifier les domaines dans lesquels une coopération internationale plus renforcée devrait être engagée. Les experts ayant pris part à l'évènement ont pu proposer des scénarios possibles afin de donner aux décideurs des pistes relatives à la question centrale des émissions de CO2 liées à l'énergie.

Comment l'énergie durable pourrait-elle favoriser la prospérité ?

OCP Policy Center a organisé conjointement avec l'Agence française de développement (AFD) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GEIC) un évènement en marge de la COP22 sous le thème « How Sustainable Energy can drive Prosperity in a warming planet? »

La COP21 a mis l'accent sur le besoin d'adaptation au changement climatique. En marge de l'engagement politique des pays à l'échelle mondiale à réduire les émissions de carbone, le rôle de l'énergie pour la prospérité semble n'avoir pas été suffisamment mis en évidence. Tous les pays, dont les pays en développement et émergents, sont à présent engagés dans la mise en œuvre de la production et de l'utilisation de l'énergie durable. La recherche empirique suggère en effet que l'énergie est un facteur crucial pour la prospérité économique et que la transition vers une énergie à faible émission de carbone dans les pays en développement est une question primordiale.

Quels seraient donc les facteurs et les conditions pour maximiser la prospérité tout en minimisant la production et l'utilisation du charbon et du pétrole ? Quelles seront les conséquences d'une telle contrainte ? Dans quelles conditions un découplage entre l'énergie fossile et la croissance du PIB peut-il avoir lieu ? Quelles seraient les conséquences d'un retard dans la mise en œuvre de ce changement d'énergie ? Telles ont été les questions discutées par les experts participant à cette session.



(1) **Taieb Amagroud**, Expert en énergie et Senior Fellow - OCP Policy Center

(2) **Gael Giraud**, Economiste, Agence Française de Développement (AFD)

(3) **Hervé Letreut**, membre du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC)

WORKSHOP SUR LE MARCHÉ MONDIAL DU TRAVAIL

1 - 2 septembre 2016 - Paris

OCP Policy Center a organisé, en partenariat avec Fonds Monétaire International et l'Université Brunel de Londres



L'OCP Policy Center, le Fonds monétaire International, en partenariat avec l'Université Brunel de Londres ont organisé un workshop à Paris le 1er et 2 septembre 2016 autour des réalités et tendances qui ont marqué et marqueront les marchés mondiaux du travail.

La conférence a été tenue dans un contexte marqué par une reprise de l'activité économique dans de nombreuses économies avancées et par une croissance atone dans plusieurs économies en développement accompagnées respectivement par une diminution et une augmentation du taux de chômage.

Compte tenu de ces développements et de plusieurs autres tendances sous-jacentes dans le monde du travail, des experts d'organisations internationales, instituts de recherche et universités, ainsi que des professionnels de renom du monde de la politique et des affaires sont venus partager leurs points de vue sur les stratégies d'emploi, sur la corrélation liant l'emploi à la croissance, sur l'employabilité et l'inclusion et sur l'efficacité des réformes structurelles. Cette rencontre a abouti à la publication d'un numéro spécial dans « Open Economies Review » prévue durant l'année 2017. Ce numéro sera édité par **Karim El Aynaoui** (OCP Policy Center), **Nauro Campos** (Université Brunel de Londres) et **Prakash Loungani** (FMI). L'ouvrage reprendra les meilleurs papiers qui ont été présentés lors des sessions de la conférence.

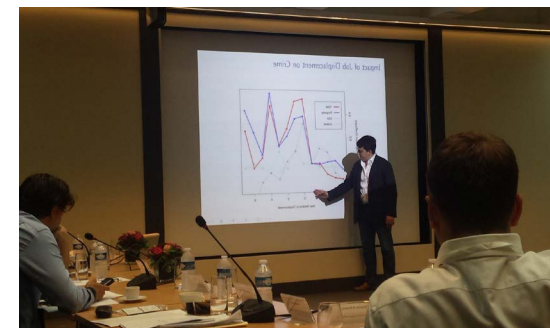
La première session intitulée « Does Growth Create Jobs? Global and Regional Evidence », et été présidée par **Prakash Loungani** (FMI) et a révisité la fameuse loi d'Okun aussi bien dans les pays avancés qu'en développement.

La deuxième session intitulée « Jobs and Growth: The Role of Policies and Institutions », a été animée par **Marc Uzan** (Reinventing Bretton Woods Committee) sur la base d'un papier écrit par **Karim El Aynaoui** et **Aomar Ibourk** (OCP Policy Center) intitulé « Policy Lessons from Okun's Law for African Countries ».

Nauro Campos (Brunel University) a modéré la troisième session. Intitulée « Labor Flows: Mobility, Migration, Displacement », cette session a débattu des incidences des mouvements migratoires sur les marchés du travail.

La quatrième session intitulée « Policy Priorities and Prospects for the EU » conduite par **Jean-Bernard Chatelain** (Paris School of Economics) s'est intéressée exclusivement au marché du travail européen en offrant un aperçu critique sur les tendances des débats politiques autour des marchés du travail.

La cinquième et dernière session, intitulée « The Design of Labor Market Institutions », a été l'occasion de discuter des règles à respecter lors de la conception des politiques du marché du travail. Cette session a été présidée par **Ahmed Tritah** (Université du Maine).



(1) **Prakash Loungani**, Conseiller au département de recherche du FMI et Senior Visiting Fellow - OCP Policy Center
 (2) **Laurence M. Ball**, Economiste, Université Johns Hopkins
 (3) **Nathalie González Prieto**, Chercheuse au FMI

NOTRE ÉQUIPE



**Karim
EL AYNAOUI**
Managing Director



**Khalid
BERRADI**
Chief Operating
Officer



**Fatima
NADDARI**
Managing Director
Assistant



**Abdelaaziz
AIT ALI**
Economist



**Rim
BERAHAB**
Research Assistant



**Tayeb
GHAZI**
Research Assistant



**Yassine
MSADFA**
Research Assistant



**Tharcisse
GUEDEGBE**
Research Assistant



**FatimaEzzahra
MENGOUB**
Research Assistant



**Sara Hasnaa
MOKADDEM**
International
Relations Specialist



Nouma BOUYAHYA
Program Officer



Asmaa TAHRAOUI
Junior Program Officer



Nisrine OUAZZANI CHAHDI
Junior Program Officer



Mohamed EL HARRAK
Program Officer



LiLia RIZK
Junior Program Officer



Ihssane GUENNOUN
Junior Program Officer



Youssef EI HAYANI
Program Officer



Samia SADEQ
Financial & Operations Officer



Mohamed Hamza SALLOUHI
Operations Program Assistant



Soukaina LAABIRI
Junior Operation Officer



Lamia EL BAKKAL
Program Assistant



Hasnaa TADILI
Communication Officer



Sanaa RAHBI
IT Manager



Youssef AIT EL KADI
Graphic Designer

NOS EXPERTS

Développement à Long Terme



Jalal Abdel-Latif
Responsable à la Division du Renforcement des Capacités au sein de la Commission Economique pour l'Afrique Ethiopie



Pierre-Richard Agénor
Professeur à l'Université de Manchester Angleterre



Eduardo Amaral Haddad
Professeur à l'Université de São Paulo Brésil



Otaviano Canuto
Directeur Exécutif à la Banque Mondiale Brésil



Uri Dadush
Chercheur associé à Bruegel U.S.A



Hinh T. Dinh
Professeur à l'Université de l'Indiana U.S.A



Aomar Ibouk
Professeur à l'Université Cadi Ayyad Maroc



Larabi Jaïdi
Ancien professeur à l'Université Mohamed V Maroc



Moubarack Lo
Président de l'Institut Emergence et Conseiller auprès du 1er Ministre sénégalais Sénégal



Prakash Loungani
Conseiller au Fond Monétaire International et Professeur à l'Université de Vanderbilt U.S.A



Fathallah Oualalou
Ancien Ministre de l'Economie et des Finances et Ancien Professeur à l'Université Mohamed V Maroc



Landry Signé
Consultant au Centre des Etudes Africaines de l'Université de Stanford U.S.A



Vera Songwe
Directrice du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale à la Société Financière Internationale Cameroun

Agriculture, Environnement et Sécurité Alimentaire



Azzedine Azzam
Professeur à l'Université Nebraska-Lincoln U.S.A



Mohamed Rachid Doukkali
Professeur à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II Maroc



Rabi H. Mohtar
Professeur à l'Université, Texas A&M U.S.A

Economie et Finance des Matières Premières



Tayeb Amegroud
Fondateur de GPower
Consultants
Maroc



Rabah Arezki
Chef de l'unité des
matières premières
et environnement au
du Fond Monétaire
International
U.S.A



Ezana Bocresion
Directeur Associé de
Aeneas Holdings
U.S.A



Laura El-Katiri
Consultante Internationale en
Energies
Emirats Arabes Unis



Helyette Geman
Professeur à
l'Université John
Hopkins
Angleterre



Yves Jégourel
Professeur à l'Université
de Bordeaux et à
Toulouse Business
School
France



Francis Perrin
Directeur de l'Institut des Relations
Internationales et Stratégiques
et Professeur à l'Université Jean
Moulin Lyon 3
France

Geopolitique et Relations Internationales



Abdelhak Bassou
Ancien directeur de
l'Institut Royal de Police
Maroc



**Alfredo Da Gama e
Abreu Valladão**
Professeur à Sciences
Po Paris
France



**Marcus Vinicius
de Freitas**
Professeur à la
Fondation Armando
Alvares Penteado
Brésil



Rachid El Houdaigui
Professeur à l'Université
Abdelmalek Essaadi
Maroc



Mohamed Loulichki
Ancien Ambassadeur
Maroc



Aziz Mekouar
Ancien Ambassadeur
Maroc



Abdellah Saaf
Ancien Ministre de
l'Education et
Professeur à l'Université
Mohamed V
Maroc

LISTE DES PUBLICATIONS



Long Term Development

Titre	Type
Walking the Talk of the Africa Rising Narrative	Blog
Featured Q & A: How Will the Fed's Rate Affect Latin America?	Blog
The Current Brazilian Situation	Blog
Current African Economic and Strategic Challenges and Opportunities: Intersecting Views from China and Morocco	Blog
The Roles of Think Tanks in China-Morocco Cooperation	Blog
Economies émergentes: Faits stylisés et perspectives	Blog
Successfully Transforming African Agribusiness Through Private Equity Capital Part III	Blog
The Economic Implications of the Brexit Mess	Blog
China's Spillovers on Latin America and the Caribbean	Blog
Tales of Emerging Markets	Blog
Turkey's Economy at the Crossroads	Blog
Brazil Needs an Honest Waste Loss	Blog
A Straitjacket to help Brazil Fight Fiscal Obesity	Blog
The Global Economy Remains Unbalanced	Blog
Ce qu'écrire veut dire	Blog
Equilibres externes, compétitivité et processus de transformation structurelle de l'économie Marocaine	Book
La Chine et nous : Répondre au second dépassement	Book
Industrial Policy: A Guide for the Perplexed	Policy Briefs
Brazil and Africa: Historic Relations and Future Opportunities	Policy Briefs
Learning Achievement in Morocco: A Status Assessment	Policy Briefs
What Happened to World Trade	Policy Briefs
Africa-Atlantic Integration: Can the Economy Unite What Geology has Divided?	Policy Briefs
Housing Policies in Africa & Brazil: The Role of PPPs for low-income housing	Policy Briefs
Politics, Policies and Prospects of the MENA Region	Policy Briefs

Mexico's Strategic Comparative Advantage in GLOBAL Trade: At the Crossroads of NAFTA, the Pacific Alliance, TTP, and TTIP	Policy Briefs
How to Implement Domestic Resource Mobilization Successfully for Effective Delivery of Sustainable Development Goals in Africa: Part I	Policy Briefs
How to Implement DRM Successfully for Effective Delivery of SDGs in Africa: Part II	Policy Briefs
Morocco's 2014-2020 industrial Strategy and its Potential Implications for the Structural Transformation Process	Policy Briefs
Enhancing a Continental Policy on Energy Access in Africa	Policy Briefs
The Global Outlook, Secular Stagnation, and the MENA region	Policy Briefs
The Importance of the Water-Energy-Food Nexus in the Implementation of the Sustainable Development Goals	Policy Briefs
Argentina's Shifting Politics: New Prospects for Collaboration with Africa?	Policy Briefs
L'intégration économique en Afrique: un processus en cours	Policy Briefs
Using Foreign Direct Investment to Upgrade and Diversify Exports from Morocco: Opportunities and Challenges in Comparative Perspective	Policy Paper
Industrial Policy, Structural Change and Global Value Chain Participation: Case Study of Morocco, Tunisia and Egypt	Policy Paper
Climbing the Global Digital Ladder: Latin America's Inescapable Trial	Policy Paper
Should Developing Countries Fear Secular Stagnation?	Policy Paper
Politiques publiques, transformation industrielle, croissance et emploi au Maroc: une analyse quantitative	SIAJ*
Reconfiguración del Sur Global: África, América Latina y el «siglo de Asia»	SIAJ*
GLOBAL Jobs Report: Edition 2016	Report
GLOBAL Jobs Report: Updated 2016	Report
Seven Years after the Crisis: Intersecting Perspectives	Report
GLOBAL Jobs Report: Update November 2016	Report
Atlantic Currents: An Annual Report on Wider Atlantic Perspectives and Patterns	Report
Fluctuations in Emerging Economies: Regional and Global Factors	Research paper
Analyse comparative des déterminants de la croissance des pays de l'UEMOA et des pays à forte croissance	Research paper
Incentives and Firms Productivity: Exploring Multidimensional Fiscal Incentives in a Developing Country	Research paper
Performances en lecture au Maroc: approche par genre	Research paper
Structure des échanges entre le Maroc et l'Afrique: Une analyse de la spécialisation du commerce	Research paper
Le défi de la transformation économique structurelle: une analyse par la complexité économique	Research paper
Du mouvement associatif marocain: le récit et le sens	Research paper

* : Special Issues in Academic Journals



Geopolitics and International Relations

Titre	Type
Is NATO Globalizing in the Light of Regional Geopolitical Upheavals?	Blog
The Evolving Landscape in the Sahel: a Snapshot	Blog
Mr. Trump: Can You Deliver it?	Blog
La Façade Atlantique de l'Afrique: un espace géopolitique en construction	Book
Dialogues Stratégiques: nouveaux axes stratégiques et défis sécuritaires: cas de la Chine et de la bande sahélo-saharienne	Book
Reconfiguration of the Global South: Africa and Latin America and «Asian Century»	Book
Robust Containment: French and US Security Policies in Africa	Note IFRI
From the Mediterranean to the Atlantic: A Corridor Vulnerable to Terrorism	Policy Briefs
China faced with the proliferation of the terrorist phenomenon in Africa	Policy Briefs
Energy Cooperation: a Prerequisite for Sustaining Energy Security	Policy Briefs
NATO's Mediterranean Dialogue: What are new possible approaches?	Policy Briefs
The «Islamic State» organization: a Continuation of Al Qaeda or an Emerging Rift	Policy Briefs
The Geopolitics of Egypt: Strengths, Opportunities, Constraints and Vulnerabilities	Policy Briefs
The new EU Global Strategy and What It Means fo Morocco	Policy Briefs
Towards People-Centered Security Sectors in Africa: A Tale Of Missed Opportunities?	Policy Briefs
L'Otan, «acteur global de la sécurité internationale», à l'épreuve des bouleversements géopolitiques régionaux	Policy Paper
La Russie et la crise syrienne: le come-back de l'héritier de l'URSS et le changement de la donne en Syrie	Policy Paper
Le Golfe de Guinée, zone de contrastes: Richesses et vulnérabilités	Policy Paper
La politique européenne de voisinage: un phénix bureaucratique	Policy Paper
Ethiopia: Emergence and Positive Change in a Turbulent Geopolitical Context	Research paper
La Russie et le Maghreb	Research paper
Le sommet de l'OTAN à Varsovie: Clair-obscur du retour à l'endiguement	Research paper
Relations Maroc-Afrique subsaharienne: quel bilan pour les 15 dernières années?	Research paper



Commodity Economics and Finance

Titre	Type
Suriname: A Tale of a Commodity-Dependent Economy Facing Shock of Prices	Blog
Local Content in Extractives Sector: Exploring Policy Issues in New Producing Countries	Blog
La valse des prix des bruts	Blog
The Future of Natural Gas: Markets and Geopolitics	Book
Managing Natural Resources: An Attempt to Clarify the Debate	Policy Briefs
The Development of The Liquefied Natural Gaz Spot Market: Origin and Implications	Policy Briefs
Policies for Managing Natural Resources in Low Income Countries	Policy Briefs
Global Commodity Markets 2016-2015 Forecasts	Policy Briefs
A Chequered African History of Commodity Markets. Part II: Cocoa	Policy Briefs
2016: Rebound Year for Hard Commodities?	Policy Briefs
The Rebound in Oil Prices: OPEC «Fine Tuning» in Question	Policy Briefs
Potash: A Typical Price War	Policy Briefs
Managing Natural Resources for Growth and Prosperity in Low Income Countries	Policy Paper
L'Afrique et les marchés mondiaux de matières premières: Leurres et lueurs	Report
Africa and the Global Commodity Markets	Report
Oxford Economic Papers: Food Price Volatility and its Consequences	SIAJ*

* : Special Issues in Academic Journals



Agriculture, Environment and Food Security

Titre	Type
A Green Revolution for Sustainable Food Production Systems in the Wider Atlantic is Necessary Today	Blog
A New Management of Soils for Sustainable Agricultural Development	Blog
The Water-Energy-Food Nexus in the Middle East and North Africa	Book
Les atouts du Maroc dans le domaine de l'énergie verte	Policy Briefs
The Importance of Agricultural Policy in Terms of Security, Defense and Sovereignty	Policy Briefs
Agricultural Models and Best Practices from Brazil and Southern Cone: Lessons for Africa	Policy Briefs
The Water-Energy-Food Nexus: Who Owns It?	Policy Briefs
The Role of Soils in Global Water and Food Security	Policy Briefs
The Road to Marrakech: Key Issues for COP22	Policy Briefs
Facilitating Food Trade within ECOWAS	Policy Briefs
From COP21 to COP22: Keeping the Momentum	Policy Paper

OCP Policy Center

Centre d'Affaires Riyad – Sud 4^{ème} Etage

Mahaj Erryad, Rabat - Maroc

Email : contact@ocppc.ma

Téléphone : +212 5 37 27 08 08

Fax : +212 5 37 71 31 54

Site : www.ocppc.ma

Pour nous suivre sur les Réseaux Sociaux :



Pour télécharger notre Application Mobile :

